

la gauche

#11

Belgie - Belgique
P.B.
1/9352
Afgiftekantoor Brussel 7

PRIX: 1,50 EURO
48^E ANNEE • MARS 2005

Comprendre le monde pour le changer

Traité Constitutionnel:

**Cette Europe
n'est pas
la nôtre!**



Le 20 février 2003, un immeuble d'habitations sociales était ravagé par les flammes à l'Allée des Oiseaux à Mons. L'incendie de la tour des "Mésanges" causait la mort de sept personnes et laissait une soixantaine de familles dans le désarroi le plus total. Deux ans plus tard, le Comité des victimes continue de se battre pour que ceux qui habitaient l'immeuble puissent recevoir une aide digne de ce nom et pour qu'ils soient enfin reconnus en tant que victimes. PAR SÉBASTIEN BRULEZ

Incendie des "Mésanges" : Un goût de cendres pour les victimes

"A l'heure actuelle, les victimes ont l'impression d'avoir été complètement abandonnées par les autorités locales" déclare John Joos, président du Mini-Parlement, une ASBL directement affectée par la perte d'un de ses membres actifs qui habitait l'immeuble dévasté. C'est donc naturellement que le Mini-Parlement s'est investi dans le Comité des victimes des "Mésanges". Aujourd'hui, le comité reproche un manque total de suivi de la part des autorités et de la société de logements sociaux Toit et Moi⁽¹⁾, gestionnaire des lieux. C'est pourquoi certains de ses membres ont décidé de mener l'affaire devant la justice et de se constituer partie civile. Ils portent plainte contre X et contre la trentaine d'administrateurs de l'ex-Sorelobo pour homicide involontaire, coups et blessures par défaut de prévoyance et incendie de propriétés mobilières par vétusté.

Pas qu'un acte de délinquance

Bien que le caractère criminel de l'incendie soit confirmé, le Comité des victimes insiste sur le fait que ce drame n'est pas lié qu'à un acte de délinquance. En effet, de nombreux manquements dans la sécurité du bâtiment ont amplifié la propagation des flammes. Selon John Joos : "Depuis 1968 il existe un rapport des pompiers qui dit que ces logements (qui avaient été construits pour une durée de vie de 20 ans) sont une véritable boîte d'allumettes. Ce que nous voulons savoir, c'est pourquoi ce

rapport a été ignoré et surtout par qui."

Absence d'alarme et de système de détection d'incendie, matériel d'extinction défectueux, sorties de secours difficiles d'accès et dangereuses à emprunter (l'accès aux escaliers de secours à partir du balcon nécessitait l'enjambement de la barrière du balcon), évacuation de la fumée impossible, autant de failles qui se sont avérées mortelles le jour du drame. De plus, l'absence de serrure à la porte d'entrée permettait à n'importe quelle personne extérieure au bâtiment d'y pénétrer à toute heure du jour ou de la nuit. Ce libre passage avait déjà été à l'origine de débuts d'incendie.

"Dès les premières réunions qui ont suivi le drame, des personnes se sont retrouvées dans une situation lamentable tant au niveau psychologique (contre coup du drame, des scènes vécues par certaines victimes, perte d'enfants, de parents, etc.) que sur le plan du logement. Certaines familles ont également dû faire face à une situation d'endettement pour les frais médicaux liés à l'incendie. Cependant, je sais que la situation était difficile pour tout le monde (ville, ex-Sorelobo, CPAS...) vu l'état d'urgence et le nombre de familles à reloger" commente John Joos. Etant donné le manque de place, l'ex-Sorelobo avait relogé certains ménages dans des logements non-conformes en stipulant que ceux-ci étaient provisoires. Deux ans plus tard rien n'a

changé, ces victimes se trouvent toujours dans les mêmes logements .

Deux ans après, mêmes besoins

Les personnes confrontées au drame restent dans une situation précaire. Elles ont non seulement dû faire face aux frais liés au relogement (achat de meubles, etc.) mais en plus certaines d'entre-elles doivent encore assurer les dépenses médicales nécessaires à l'heure actuelle. Toujours selon de le président du Mini-Parlement : "Les victimes n'ont reçu aucune contribution financière de la Ville de Mons. L'argent utilisé pour assurer les frais médicaux a été puisé dans les fonds récoltés par les citoyens. Du côté de l'ex-Sorelobo, on a préféré redorer l'image de la société en la rebaptisant Toit et Moi afin d'éviter un drame après le drame. Après ce changement de nom, il s'y est installé une nouvelle logique dans l'administration et plus aucune aide ne nous est parvenue."

Il faut savoir que le conseil d'administration de Toit et Moi est cadencé par un seul parti politique, qui est le même parti qui détient le pouvoir à Mons. Selon John Joos, il y a donc une sorte de schizophrénie entre, d'un côté, ce qui est normalement un service public (l'ex-Sorelobo) et de l'autre, des intérêts politiques qui tiennent plus compte de la logique de parti que de l'intérêt des citoyens qu'ils sont censés représenter.

(1) La Société régionale de Logements du Borinage, Sorelobo, a changé de nom quelques mois après le drame et s'appelle aujourd'hui Toit et Moi.



LE MINI-PARLEMENT

Association Sans But Lucratif

Adresse: Rue des Belneux 13 /11
7000 Mons

Téléphone : 0477/ 41 12 14

N° compte : 777-5945940-13

E-Mail : leminiparlement@mons.be

La Confédération européenne des syndicats (la CES) est une étrange bestiole. Elle coordonne 76 syndicats de diverses tendances dans 34 pays européens. Selon ses propres termes, la CES a été créée " pour défendre les intérêts des travailleurs en Europe et les représenter dans les institutions européennes. " La CES est donc une coupole d'organisations qui a son propre fonctionnement, un appareil puissant avec son propre agenda politique.

Mais la CES n'est certainement pas, même vue de très loin, une sorte de " syndicat européen ". Si tel était le cas son activité et sa structure seraient en effet tout autres. Elle essaierait alors par exemple d'organiser les travailleurs et les employés

Bien entendu, la CES se manifeste parfois à l'occasion d'un sommet européen, mais à aucun moment elle ne jette dans une bataille le poids de ses 60 millions de membres afin de bloquer la politique anti-sociale de l'Union . La CES se pose plutôt au contraire comme un "partenaire responsable" de l'Union européenne, elle constitue un pouvoir bureaucratique qui se propose d'accompagner "socialement" les contre-réformes néolibérales de notre continent. Bref, une vulgaire courroie de transmission pour la bourgeoisie européenne.

En ce moment, les gouvernements européens évaluent à mi-chemin la dite "Stratégie de Lisbonne", un paquet de mesures aux objectifs clairement anti-sociaux appliqué dans tous les Etats

Une étrange bestiole

secteur par secteur au niveau européen afin d'affronter un patronat qui, lui, s'organise depuis déjà belle lurette avec efficacité sur ce plan-là. De cette manière, des batailles sociales européennes unifiées pourraient surgir au travers du combat des travailleurs d'une même société, ou de différents sociétés ou secteurs, dans plusieurs pays à la fois afin de contrer des offensives patronales qui, elles, sont parfaitement coordonnées.

La CES pourrait également mener des grèves européennes, sectorielles ou générales, pour défendre l'emploi ou les conditions de travail et arracher de nouvelles conquêtes sociales. Si la CES était un véritable syndicat européen, elle pourrait être un instrument capable de contre-carrer la politique néolibérale, menée, tambour battant et sans opposition de taille, par l'Union européenne.

Un tel scénario relève malheureusement aujourd'hui de la pure politique-fiction. Si des choses bougent (trop rarement) au niveau du syndicalisme européen, c'est uniquement grâce à la concertation entre différents syndicats dans le cadre des Comités d'entreprise européens des sociétés multinationales. La CES, et c'est le moins que l'on puisse dire, ne contribue pas vraiment à développer ces formes de luttes pourtant nécessaires.

membres (attaque sur les retraites, libéralisation forcée, chasse aux chômeurs, flexibilisation accrue, etc.). Le Néerlandais Wim Kok a concocté fin 2004 un rapport épicé pour préparer cette évaluation . Sa conclusion, comme il fallait s'y attendre, se résume à préconiser l'accélération des mesures néolibérales, en donnant entre autres la priorité à la libéralisation du secteur des services en Europe (directive Bolkestein). La CES a soutenu ce rapport sans réserve ni critique d'aucune sorte, ce qui a mené la FGTB à un conflit ouvert avec elle mais aussi avec CSC.

Idem en ce qui concerne le projet de Traité constitutionnel européen qui incorpore tous les traités néolibéraux antérieurs de l'UE. Ce projet peut compter sur l'assentiment éhonté de la CES. Si plusieurs de ses syndicats-affiliés se sont déclarés opposés au Traité, la CES n'en a cure et pour la manifestation du 19 mars elle même repris parmi ses revendications l'adoption de cette Constitution européenne!

Nous ne pouvons pas laisser la construction d'un contre-pouvoir européen des travailleurs entre les mains de la CES. La politique néolibérale de l'UE ne peut être contrée que par la construction d'un mouvement social européen réunissant toutes les forces anti-néolibérales des divers pays européens, c'est-à-dire des syndicats et des mouvements sociaux capables de mener une lutte articulée à l'échelle européenne. Tel est le défi. ■

Au risque d'apparaître comme des grincheux alors que les autres médias font la fête, nous profiterons de l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto pour souligner le contraste entre l'ampleur du risque climatique, la timidité des mesures prises, et les énormes possibilités de réaction qui restent inutilisées -ou qui sont mise en œuvre beaucoup trop lentement- du fait de la logique capitaliste. PAR DANIEL TANURO

L'eau monte ? On attend l'industrie...

Prenons un exemple. Les bâtiments à usage commercial, résidentiel et institutionnel sont responsables d'un tiers de la consommation mondiale d'énergie et des émissions correspondantes de carbone. 75% de la quantité d'énergie utilisée par ce secteur l'est dans les pays développés⁽¹⁾. Face à cela, les technologies permettant d'augmenter radicalement l'efficacité énergétique des bâtiments existent et sont, pour la plupart, parfaitement au point. Leur mise en œuvre à grande échelle permettrait de diminuer rapidement et drastiquement les émissions de gaz à effet de serre. Pas besoin pour cela d'avancées scientifiques décisives: le double vitrage, les panneaux super-isolants et d'autres techniques ou matériaux bien connus feraient déjà avancer le schmilblick. 60% des logements dans l'Union Européenne ne sont pas équipés de double vitrage. Selon une étude menée en 2003, l'isolation des bâtiments anciens en Europe permettrait de réduire les émissions de CO2 de 42%⁽²⁾. Même si ce chiffre est gonflé (le commanditaire de l'étude est l'association des producteurs de matériaux isolants...), il est clair que l'isolation des bâtiments est un des secteurs privilégiés de la lutte contre le changement climatique.

On peut non seulement accroître l'efficacité thermique des bâtiments mais aussi les transformer en producteurs d'énergie, en les équipant de panneaux solaires photovoltaïques (PV) c'est-à-dire permettant de transformer l'énergie solaire en électricité. Il faut savoir que le potentiel des sources d'énergie convertissant l'énergie solaire en chaleur (les panneaux thermiques) ou en électricité (les panneaux PV) équivaut à quatre

fois la consommation mondiale d'énergie. La technologie PV fait encore l'objet d'intenses recherches, mais elle est utilisable -et utilisée- au stade actuel. Mise en œuvre de façon systématique, elle permettrait de réduire considérablement la consommation d'énergie fossile sans recourir au nucléaire. A en croire un rapport écrit pour la Commission, l'entièreté des besoins européens en électricité pourrait être couverte si tous les toits orientés au Sud dans l'UE étaient équipés de panneaux PV⁽³⁾!

Nous avons, paraît-il, une brique dans le ventre. Restons donc dans le bâtiment. Des études récentes portent sur la "maison positive", c'est-à-dire une habitation en bois, bien isolée, munie de panneaux solaires et de toutes les technologies réduisant la consommation énergétique. Sur un cycle de vie de soixante ans, et en tenant compte de tous les facteurs, une habitation de ce genre présenterait un bilan énergétique net positif (d'où le terme de "maison positive"). Il faut certes rester prudent, car les recherches qui ont mené ces recherches sont liés au secteur du bois... Mais une chose est certaine: un plan public européen combinant isolation des bâtiments, équipement PV, normes d'efficacité énergétique



pour les bâtiments neufs, normes de récupération et de recyclage des matériaux de construction et promotion du bois serait d'une très grande efficacité. Cela ne suffirait pas à réduire les émissions de 60% d'ici 2050, comme le prônent les scientifiques. Il faudrait en plus des mesures dans l'industrie, et surtout dans les transports. Mais au moins on ferait un bond vers l'objectif. En créant de l'emploi, en améliorant le confort des gens, sans recourir aux "droits de polluer",... et sans compromettre le développement des pays du Sud, que tous accusent d'être en train de devenir les principaux responsables des émissions⁽⁴⁾.

La raison pour laquelle une telle solution n'est pas mise en œuvre est absolument évidente: comme il n'y a pas de demande solvable (austérité!), il faudrait un plan public, des investissements publics et un programme public d'embauche et de formation du personnel. Les gouvernements n'en veulent pas, car pour eux tout doit passer par le marché. Alors que le temps presse, le choix des technologies permettant de lutter contre le changement climatique et le rythme de leur mise en œuvre sont entièrement subordonnés aux exigences de la course au profit par une minorité de la population. L'eau monte ? On attend l'industrie. ■

(1) GIEC, Climate Change mitigation, 2001. / (2) Etude d'Ecofys GmbH pour le compte d'Eurima. / (3) A Vision for PV Technology for 2030 and Beyond, PV TRAC, 2004. / (4) Les médias insistent sur le fait que la Chine est le deuxième producteur mondial de gaz à effet de serre, en omettant souvent de préciser que les USA émettent 20t de carbone par habitant et par an, l'Inde 1t et la Chine 2t.

8 mars, jour des bonnes femmes. C'est la date choisie pour lancer officiellement la marche mondiale des femmes (MMF) 2005. Ce jour là, la charte mondiale (voir la gauche n°10) partira du Brésil pour faire le tour du monde et sera rendue publique dans chaque pays. Mais ça sert à quoi cette petite promenade ? PAR CÉLINE CAUDRON

Petite promenade

Un peu comme les forums sociaux, la marche mondiale des femmes est devenue une grosse institution. Un peu comme pour les forums sociaux, la bureaucratie et l'élitisme menacent. Et, en Belgique, on n'est pas les moins doué/es pour s'empâter dans de grosses machines bien rigides et bien loin des préoccupations et des luttes concrètes; nos piliers, nos structures syndicales et associatives ont la peau dure. Il aurait été miraculeux que la coordination belge de la MMF y échappe.

Néanmoins, ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain. La MMF a quand même quelques avantages non négligeables. Dans le monde, et donc aussi en Belgique, la MMF a déjà permis de fédérer les luttes féministes en démontrant que le sexisme n'est pas qu'une lubie de bourgeoises européennes. Les femmes du monde entier ont soulevé la pertinence des luttes autour de deux grands thèmes: la violence et la pauvreté. Partout, des femmes sont maltraitées parce qu'elles sont femmes. Partout, nous sommes les premières bouffées par les merveilles du capitalisme. L'oppression des femmes est transversale... et mondiale. Cette prise de conscience, difficile parce que souvent contestée -même dans les milieux progressistes-, ne peut se faire que si nous collectivisons nos luttes.

La MMF contribue aussi à renforcer la solidarité féministe internationale. A l'heure où, sans trop de pessimisme, on peut dire que le féminisme n'est plus vraiment à la mode, pouvoir compter sur nos camarades des autres pays n'est pas un soutien négligeable, surtout pour celles qui vivent dans des pays où le baromètre des droits des femmes est bloqué sur

"orageux". A travers la MMF, des réseaux se tissent et des idées s'échangent. C'est toujours ça de pris pour renforcer nos luttes.

Enfin, comme il est toujours utile de préciser, les luttes féministes s'inscrivent dans la perspective d'un changement en profondeur de la société. Même si toutes les féministes ne sont pas révolutionnaires, les critiques que nous apportons débordent des intérêts propres des bonnes femmes. Les valeurs véhiculées par la charte mondiale sont l'égalité, la liberté, la solidarité, la justice et la paix. Ça peut faire un peu mielleux, gentillet ou puritain mais, si on précise que ces valeurs doivent être portées "en opposition au patriarcat et au capitalisme qui sont aux origines de l'oppression", ça devient tout de suite vachement plus intéressant.

En mettant en lumière les combats féministes à travers le monde, la MMF a le mérite de souligner que les féministes luttent aussi pour l'ensemble de la société comme, par exemple, les latinos qui s'attaquent aux traités commerciaux (ALCA et compagnie).

S'il reste du travail à faire pour que la MMF ne soit pas entièrement récupérée par des lobbies de bourgeoises et pour qu'elle reste l'amplificateur des luttes féministes à travers le monde, le fruit n'est pas encore pourri. C'est un outil intéressant. A nous de l'exploiter et de le développer. Entre temps, on peut toujours se promener... ■



Agenda

Du 04 au 13 mars: des marches relais sont organisées en Belgique (programme détaillé sur www.marchemondialesdesfemmes.be)

Le 28 et 29 mai: la charte mondiale arrive à Marseille. C'est à cette occasion que se déroulera la rencontre européenne de la MMF. Au programme: des Forums ("Travail/Précarité/Emploi", "Violences faites aux femmes", "Paix et conflits", "Sexualité, Avortement, Contraception", "Démocratie, Pouvoir, Egalité: femmes - hommes pour une autre Europe"), une Manifestation, l'Accueil du relais à Marseille, un Concert, des Espaces ("Espaces jeunes", "Espace Femmes et Migration" et "Rencontre lesbiennes"). Les Belges partiront en TGV: on doit être 300 pour que ça soit moins cher. A bonne entendeur..

Le 30 et 31 mai: le relais mondial de la charte passera par la Belgique avant de partir aux Pays-Bas.

Le 16 octobre: une marche nationale de la MMF traversera le centre de Bruxelles. Et, cette fois, ce sera plus à travers les bureaux vides, c'est promis !

Le 17 octobre: journée de solidarité mondiale des femmes et d'actions contre la pauvreté et la violence. Une action symbolique se fera de 12h-13h à la Grand Place de Bruxelles.

Il ne fait pas bon enquêter sur des sujets trop sensibles aux Etats-Unis. 15 journalistes qui s'y sont risqués racontent leurs déboires dans *Black List*. Un éventail de témoignages accablants qui met à mal la liberté de la presse. PAR ERIC MATRIGE

Des journalistes broyés témoignent

Certains livres continuent à vous hanter longtemps après les avoir refermés. *Black list* est de ceux-là. Paru en 2002 aux Etats-Unis, ce brûlot best-seller qui se décline aujourd'hui en Français rassemble 15 témoignages palpitants et accablants de journalistes d'investigation américains de premier plan qui ont vu leur vie et leur carrière basculer le jour où ils ont entrepris d'ouvrir les placards de certains services de renseignements de l'état ou de certaines grandes entreprises.

Intimidés, harcelés, voire menacés physiquement, ces enfants du Watergate ont refusé de se soumettre, convaincus d'avoir mis à jour des vérités dérangeantes. Mais à quel prix? Lâchés par leurs rédactions, la plupart ont fini à genoux, lessivés financièrement et moralement au terme d'âpres luttes juridiques. Avec en prime une solide désillusion sur les idéaux de ce qu'ils pensaient être le plus beau métier du monde. Rassemblés ici par Kristina Borjesson, ces textes donnent une vision nettement moins idyllique que dans les manuels scolaires du fonctionnement de la plus puissante démocratie du monde. Cette ancienne journaliste vedette de CBS a elle-même été victime de ce qu'on appelle dans le jargon journalistique la broyeuse (qui désigne ce système impitoyable, fait d'autocensure et de collusions contre nature entre média et pouvoir destiné à réduire au silence les importuns) à la suite d'une enquête fouillée sur l'explosion du vol TWA 800 en 1996 au large de Long Island, au terme de laquelle elle a mis en évidence un faisceau d'indices étayant la thèse du missile lancé par l'armée américaine, et contredisant donc celle, officiellement défendue, de la panne technique.

"Certes nous ne prenons pas des

gants pour exposer ce que nous avons vécu et nous citons nommément des confrères, mais l'objectif ultime de *Black list* n'est pas de régler des comptes. Nous aimerions provoquer un sursaut de lucidité et engager les professionnels comme les lecteurs à regarder en face les problèmes auxquels sont confrontés aujourd'hui les journalistes afin de les régler au plus vite" précise la coordinatrice du bouquin.

Et quels problèmes. A travers le récit poignant de J. Robert Port détaillant ses efforts pour rendre public, malgré les réticences de son employeur, l'agence Associated Press (AP), le massacre de 400 civils Sud-Coréens par l'armée US pendant la guerre de Corée, ou celui tout aussi éloquent de Jane Akre contant ses mésaventures avec la chaîne Fox de Tampa, qui s'est évertuée à étouffer son reportage sur les dangers inhérents à l'hormone de croissance bovine commercialisée par la firme Monsanto, le lecteur découvre l'ampleur des machinations déployées par les décideurs pour museler les représentants les plus pugnaces du 4e pouvoir. Que les acteurs incriminés cherchent à minimiser leurs fautes passe encore, mais pourquoi les rédactions prêtent-elles leur concours à cette chasse aux sorcières?

La faute à un certain conservatisme qui se développe dans les médias traditionnels depuis les années '90, dénonce l'écrivain et journaliste P. Weiss. Un conservatisme qui se nourrit à la fois d'une vision formatée et angélique du monde (les pouvoirs

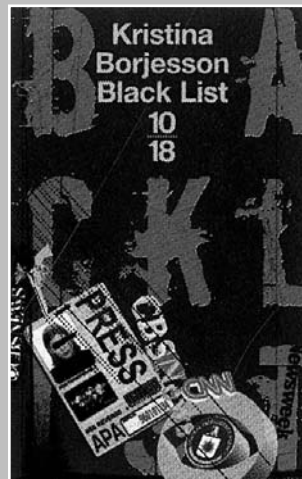
publics et les entreprises de renom ne peuvent mentir à se point), la crainte de poursuites judiciaires, le tout lié à des intérêts économiques énormes et à l'idée ancrée que le système capitaliste est la seule solution viable.

Ces médias appartiennent à des grands groupes de communication qui n'ont aucun intérêt à aller chercher des poux à d'autres entreprises. Leurs dirigeants préfèrent le ronron des nouvelles aseptisées et des discours officiels plutôt que les remous qu'entraînerait immanquablement une enquête spectaculaire, qui pourrait leur coûter d'importantes rentrées publicitaires et faire vaciller le cours de leurs actions. Cet étalage d'intrigues, de coups bas et de jeux d'influence, non dépourvu de cynisme, n'est pas sans rappeler les dérives dénoncées par plusieurs réalisateurs.

Le livre palpitant enchaîne intrigues et rebondissements. A telle enseigne qu'on a parfois l'impression de nager en plein polar. Ce serait oublier que les témoins qui s'expriment dans ce livre sont tout sauf des affabulateurs. La liste des faits qu'ils alignent pour prouver le bien-fondé de leurs affirmations en témoigne.

Le métier de journaliste continue à faire rêver, entre autre pour l'idée d'un franc-tireur qui n'hésite pas à voler dans les plumes des puissants. Mais ce livre montre que la réalité est bien plus sordide. Un livre à lire et à méditer. ■

K. Borjesson, *Black list. Quinze grands journalistes américains brisent la loi du silence*, Édition 10/18, 2004.



Nicole Vandemaele a démissionné du Conseil Communal de Charleroi où elle siégeait depuis janvier 2000 en tant que membre de la fraction Ecolo (6 sièges). Sa décision est motivée par des raisons d'ordre personnel et ne traduit aucune forme d'abandon du combat politique et social... PAR LA SECTION DU POS DE CHARLEROI

Le Conseil Communal de CHARLEROI privé de Nicole

Lors des élections d'octobre 1999, Nicole avait accepté de figurer sur la liste Ecolo en tant que candidate d'ouverture, représentante des mouvements sociaux (elle est vice-présidente de l'association des riverains de l'aéroport de Charleroi) et elle avait été élue grâce à un nombre remarquable de voix de préférence (3e score de la liste, les deux premiers étant ceux des députés Paul Timmermans et Xavier Desgain). La section carolorégienne du POS avait appuyé sa candidature, notamment à travers un gros effort de distribution de tracts.

Au moment de la campagne de 99, la désastreuse participation gouvernementale d'Ecolo commençait déjà à produire ses premiers fruits amers (rappelons-nous l'expulsion collective des Tziganes de Gand !). Charleroi, cependant, connaissait une conjoncture particulière. Largement opposée à la participation, la régionale Ecolo était alors animée par Paul Timmermans. Celui-ci avait le projet de constituer un pôle de gauche alternatif au PS, contrôlé par Ecolo mais ouvert à des représentants des mouvements sociaux, d'une part, et à la gauche radicale, d'autre part. Non seulement des candidats d'ouverture ont répondu favorablement, mais le POS et le PC contribuèrent aussi à la plate-forme et alignèrent des candidats.

Il ne fait guère de doute que cette configuration spécifique contribua à un succès certain, en décalage avec les résultats des Verts dans d'autres localités. Mais, dans les mois et les années qui suivirent, il apparut qu'il était difficile de défendre, au Conseil Communal carolo, une politique sub-

stantiellement différente, voire opposée, à celle que la direction fédérale d'Ecolo acceptait et appliquait au niveau fédéral. A ce premier facteur de fragilisation s'ajouta la démission de Timmermans, puis son retrait de la politique. Toutefois, le groupe écolo maintint une attitude oppositionnelle. Mais le fil conducteur d'une vision stratégique alternative face au cours de plus en plus droitier et pesant du parti sur le plan fédéral faisait désormais défaut.

Pour joindre l'autocritique à la critique des autres, il faut ajouter que le POS n'a pas été à la hauteur. Affaiblis par la disparition de notre ami Jipi et par d'autres difficultés de divers ordres, nous n'avons pas été capables d'intervenir politiquement dans cette situation comme nous l'avions fait lors de la campagne de '99. De plus, le mandat de conseiller communal, en particulier dans une grande ville, est une tâche extrêmement lourde, qui aurait nécessité au moins un mi-temps de l'élu(e) et l'aide d'un secrétariat professionnel.

Comme on l'a dit, ces considérations n'expliquent en rien la démission de la camarade dont les motifs sont d'ordre privé : " Moi, je ne me suis jamais fait d'illusions sur Ecolo fédéral ", aime-t-elle à répéter. Mais elles permettent de comprendre l'enjeu à relever. En effet, au sein du Conseil, Nicole a été pointue dans sa critique de la majorité absolue PS, de sa bureaucratie et de sa politique néolibérale (notamment en rapport avec le dossier de l'aéroport). A son égard, la presse a oscillé entre le boycott et la diffamation, notamment lorsqu'elle eut le courage de dénoncer les relations de la ville avec celui

qui est connu sous le nom de " Père Samuel ". Il est à espérer que cette critique ne doive pas s'estomper, ce qui serait tout bénéfique pour le FN, dont la menace ne peut à aucun prix être sous-estimée...

L'ex-chef de groupe Ecolo, Cécile Olivier, ayant démissionné quelques temps avant notre camarade (exprimant ainsi en partie sa déception vis-à-vis de son propre parti), et la première suppléante ayant refusé de siéger, les sièges vacants ont été attribués aux deux suivants sur la liste: le candidat et la candidate du PC. Avec les autres membres du groupe, nous ne pouvons qu'espérer qu'ils donneront au Collège la réplique de gauche que celui-ci mérite. ■

C'est vite dit...

En Allemagne, depuis les mesures d'activation des chômeurs-ses, ceux-ci doivent accepter n'importe quelle emploi présenté par le BA (agence fédérale de l'emploi) sous peine d'une réduction de leurs allocations. Tout emploi est convenable pour Hartz (ministre de l'emploi du gouvernement Schröder). Le hic c'est que la prostitution a été légalisée en 2002. "Vendeuses de charmes" est donc un métier comme les autres et récemment plusieurs femmes chômeuses ont été aiguillées vers des établissements de charmes dont l'annonce était ambiguë (demande serveuse, hôtesse...). La fédération allemande des métiers du sexe revendique le droit d'utiliser le BA. Juridiquement les chômeuses doivent accepter si elles ne veulent pas être sanctionnées. De quoi alléger les statistiques du chômage et rappeler le rôle de la femme pour certains dans la société capitaliste. ■

L'AIP (Accord interprofessionnel) est mort, vive l'AIP ! A peine enterré, l'AIP 2005-2006 a été ressuscité par le gouvernement Verhofstadt. Malgré un vote majoritairement opposé dans la FGTB et dans plusieurs secteurs importants de la CSC, les syndicats grognent mais ne bougent pas le petit doigt. Les négociations tripartites sur les fins de carrière, le vieillissement et le financement de la sécu s'annoncent ainsi sous de bien mauvaises auspices. PAR ATALFO RIERA

Une saga de mauvaise augure

Le projet d'AIP péniblement conclu entre les négociateurs syndicaux et patronaux était l'un des plus mauvais de toute l'histoire de la "concertation à la belge". Comment s'en étonner alors que le premier principe mis en évidence dans le document souligne que "*l'existence d'entreprises compétitives est importante pour notre prospérité et pour la promotion de l'emploi*"...

Ce n'est pas le temps de travail qu'il faut augmenter, mais les salaires!

La norme salariale indicative retenue de 4,5% signifie un quasi-blocage des salaires, elle est la plus basse de toutes les négociations sociales - d'ailleurs en baisse constante; elle était de 6,4% pour l'AIP 2001-2002 et de 5,4% pour 2003-2004. Or, sur cette question des revenus, le passif pour le monde du travail est particulièrement lourd après près de 30 ans de politiques d'austérité menées à coup de gel des salaires (le Plan Global 95-96 !) ou de sauts d'index. Pour les allocataires sociaux, la pilule est amère après avoir perdu en 20 ans plus de 10% de leur pouvoir d'achat par rapport au salaires. Alors que des entreprises font des bénéfices plantureux et que les patrons s'octroient des rémunérations astronomiques, c'est tout bonnement indécent. Même l'augmentation du salaire minimum interprofessionnel pour les bas salaires qui figure dans l'AIP ne doit pas faire illusion: il ne concerne que le revenu net et non le brut, qui sert de base de calcul des allocations et des pensions.

L'Accord ouvre en outre la voie à une flexibilisation accrue du travail au travers de l'extension des heures supplémentaires (dont la limite passe de 65 à 130 heures/an). Des heures supp' rendues généreusement moins chères pour le patron grâce à l'argent de la collectivité avancé par le gouvernement. Or, si des

entreprises augmentent les heures supplémentaires, c'est qu'elles sont en sous-effectifs. Plutôt que d'embaucher, les patrons préfèrent donc presser encore plus les travailleurs comme des citrons. Combinées, la norme salariale et l'extension de la flexibilité ont fait crier à juste titre "victoire!" par le patronat. En somme, ce dernier obtient ce qu'il voulait: augmenter globalement le temps de travail sans augmentation globale et correspondante des salaires.

Il était donc normal et salutaire que la FGTB rejette un tel projet asocial par 52% de non, 44% pour et 4% d'abstention. Un taux de refus qui aurait été beaucoup plus élevé si tous les affiliés avaient été dûment consultés. Dépité, André Mordant a expliqué ce refus comme "un coup de semonce qui va au-delà du contenu précis du projet", bref comme une réaction émotionnelle. Les travailleurs ne sont pourtant pas idiots, ils ont clairement compris que le contenu de cet AIP allait à l'encontre de leurs intérêts. Quant à la CSC, elle a accepté le projet "sans enthousiasme" à 74,8% -mais les votes négatifs de secteurs régionaux n'ont pas été comptabilisés si leur centrale votait "oui"!- tout en refusant de le signer pour ne pas rompre le front commun.

Ecrans de fumées: quand le gouvernement s'en mêle...

Comme il se doit dans cette patrie du surréalisme où la question sociale est systématiquement occultée par le "conflict communautaire", à peine la FGTB avait-elle enteriné son refus qu'une offensive idéologique et médiatique s'abattait sur elle. Contre les "irresponsables francophones", le ministre Flamand de l'emploi revendique la régionalisation des conventions collectives et la scission de la sécu revient sur le tapis... Or la "division communautaire" entre travailleurs flamands et francopho-

nes n'est qu'un écran de fumée: de larges secteurs syndicaux flamand (le BBTK, la centrale de l'Alimentation flamande, la Centrale générale anversoise de la FGTB, la majorité de la CNE) ont voté contre l'AIP.

Cette offensive et l'absence de réaction syndicale ont permises au PS de jouer son rôle de pompier et de lâcher proprement la FGTB au nom de la "menace flamande". Il fallait aussi tout le cynisme d'une Laurette Onkelinx pour affirmer que la "flexibilité ne va pas à l'encontre de l'emploi" ! Ainsi, deux jours à peine après le refus syndical de signer l'AIP, "attentif à un climat de paix sociale", le gouvernement a décidé à la hussarde d'appliquer tel quel le projet "élaboré avec son soutien et quand même accepté par une large majorité des employeurs et des travailleurs belges". Piégés une première fois par l'offensive patronale, les syndicats le sont une seconde fois par le gouvernement.

L'application de l'AIP par le gouvernement démontre clairement que la "question sociale" est éminemment politique. Avec le lâchage -sans surprise- de la FGTB par le PS, la question du relais politique pour le monde du travail est de nouveau posé. Une fois de plus, les directions syndicales ont appliqué leur stratégie de la passivité au lieu de mobiliser leurs forces afin d'exiger une renégociation et un accord digne de ce nom. Selon elles, il ne faudrait pas "gaspiller" les forces en vue des prochaines négociations sur le vieillissement et les fins de carrière. Or, l'attentisme a justement pour effet de démobiliser et démoraliser la base. Puisque les directions syndicales acceptent sans broncher que le gouvernement applique un accord qu'elles se sont refusées à signer, un tel scénario est désormais tout aussi plausible pour les négociations à venir. ■

En grève depuis le 2 décembre, les travailleurs d'AGC Fleurus tiennent toujours bon à l'heure d'écrire ces lignes, et ce en dépit des attaques du patronat, de la police ou de la justice. Le 28 mars, ils ont décidé à plus de 54% de continuer la grève et atteignent maintenant les 100 jours de combat. Loin d'être des "taches noires" pour "l'image de marque de la Wallonie" (dixit Van Cauwenbergh) ils sont ainsi les acteurs d'une grève remarquable dont l'ampleur n'a pas été égalée dans la région depuis la grève des ACEC en 79 pour les 36 heures. La Gauche donne la parole à des travailleurs grévistes après plus de 11 semaines de combat. PROPOS RECUEILLIS PAR DANIEL TANURO, THIERRY TILLIER ET ANDRE HENRY

Splintex : la tête HAUTE

Qu'est-ce qui vous détermine à ce point ?

Des travailleurs d'AGC (T.AGC): En 2000, notre entreprise a été restructurée. Via les prépensions et les CDD, 300 personnes ont perdu leur emploi. Il n'y a alors pas eu un seul jour de grève, parce que les patrons nous ont promis la pérennité de l'entreprise en échange de ce sacrifice. Mais aujourd'hui, il n'y a rien. Les patrons se contredisent tout le temps. En plus, à cette époque, on a eu la faiblesse de croire que les CDI étaient à l'abri. Maintenant ils s'attaquent à tout le monde. Plus ils nous provoquent, plus ça nous pousse à aller de l'avant.

Comment ressentez-vous l'évolution des conditions de travail dans l'entreprise ?

T.AGC: Au niveau du nombre d'emplois, il y a eu plusieurs vagues. Au début, on était au moins 1800 travailleurs. En 1989, on était 680, avec environ 200 intérimaires. Dans les années 90, on a fait supprimer les heures supplémentaires et engager du personnel, tout en limitant le nombre de sous-traitants dans l'usine. On est arrivé à un effectif de 1200. En 2000, avec la restructuration, 300 travailleurs ont dû partir.

En ce qui concerne l'organisation du travail, trois pauses c'est déjà pas évident mais ils veulent maintenant

er à cinq et six pauses: soit sept jours de travail et deux jours de congés, soit deux jours de nuit, deux jours le matin, deux jours l'après-midi et deux jours de repos.

Il y a aussi des pressions psychologiques. Quand on est malade, avant même qu'on puisse voir son médecin traitant, ils nous envoient le médecin de l'OMS pour nous contrôler. Quand on est de garde tout le mois, on n'a la prime de garde que pour 5 ou 7 jours et, tous les jours, ils téléphonent pour qu'on vienne. Si on refuse, on n'a pas assez de jours de travail. Avec le harcèlement patronal, on en arrive à un taux de dépression qu'on n'avait jamais vu avant, peut-être de 30%. S'ils continuent, ce sera 30% de suicides. On en arrivera au meurtre et on ne se demandera même pas pourquoi.

Quel impact cette évolution a sur la combativité des travailleurs aujourd'hui ?

T.AGC: Avec la restructuration de 2000, des anciens sont partis en prépension, dont des délégués. Ça a tué la mémoire de l'entreprise. On a engagé des jeunes sans expérience, ni de la lutte ni de l'usine. Les patrons ont essayé et essaient encore par tous les moyens de court-circuiter la délégation syndicale. Maintenant, ils mettent la pression via les médias, les huissiers, les coups de téléphone, les courriers. On nous fait comprendre que tout est noté, qu'il y a des dossiers. Quand on demande des comptes, les patrons nient... et on se retrouve avec trois listes...

Que répondez-vous aux patrons quand ils justi-

fient les restructurations en disant qu'elles sont nécessaires au maintien de l'entreprise ?

T.AGC: C'est totalement faux parce que l'outil est performant. Le carnet de commande est complet jusqu'en 2008. Le personnel est qualifié, même trop. Ils veulent nettoyer l'usine des militants, des gens qui dérangent, des retardataires, des malades. Si le conflit se termine avec 284 personnes en moins, ils vont reprendre le même nombre de CDD, comme ils ont fait en 2000: pas de prime d'ancienneté, on les engage au salaire qu'on veut en faisant deux catégories de salaire. Il n'y a pas 284 personnes en trop, ce sont 284 personnes qui dérangent. La multinationale a fait 1 milliard et 300 millions de dollars de bénéfices et on nous rétorque que les patrons n'ont pas d'argent pour payer les primes.

Pour vous, c'est donc un nettoyage pour casser la délégation syndicale ?

T.AGC: Récemment, la direction d'AGC a annoncé une nouvelle astreinte de 7500 euros et le licenciement de délégués syndicaux. Certains syndicalistes jouent la carte de la collaboration et sont bien vus par la direction. L'année dernière, en septembre, on a voulu faire grève. On a tenu quelques jours mais un délégué de la CSC nous a poussé à reprendre le travail sous prétexte qu'on n'aurait pas les chiffres de l'entreprise avant décembre. On a demandé un vote pour savoir si on continuait la grève. Mais on a fait l'erreur fatale de voter à bulletin secret. 53% des travailleurs ont voté pour la reprise. Si on avait tenu une semaine de plus, on n'aurait pas eu les fêtes dans les pattes et on aurait été plus solides. Quand les usines



automobiles ne sont pas fournies en temps et en heure, elles ont un droit d'astreinte sur AGC pour se faire livrer. En septembre, les astreintes de BMW seraient tombées parce qu'il n'y avait pas de stock. Les patrons ont alors engagé des CDD pour trois mois pour faire du stock. De septembre à novembre, on ne devait plus vérifier la qualité des verres qu'on produisait, ce travail était confié à des sous-traitants. On ne nous faisait plus rien jeter, ce qui permettait d'augmenter les cadences de production. On voyait bien que la production augmentait, même s'ils ont essayé d'endormir la délégation syndicale en les amenant en Italie pour leur montrer comment on y travaille. Au conseil d'entreprise, la direction mentait. Les patrons ont bien calculé leur coup. En reprenant, on savait déjà qu'on allait se retrouver où on en est maintenant. On s'est fait piéger et ça a été réfléchi et pesé par les patrons.

Comment avez-vous vécu les attaques policières et judiciaires ?

T.AGC: Il y a un accord pour garantir la non intervention de la justice dans les conflits syndicaux à condition qu'il y ait la paix sociale. Mais le patron peut vite invoquer le non respect de la paix sociale. La place d'un mouvement syndical n'est pas au tribunal, d'autant que notre lutte

est restée pacifique. C'est un moyen de pression mais il est inefficace parce qu'un ouvrier ne pourra jamais payer de tels montants. Quitte à payer toute sa vie, on en arrive à des extrémités. C'est une attaque des patrons qui risque de se retourner contre eux.

Le politique ne se bouge pas pour défendre les ouvriers, même s'ils ont donné beaucoup de subsides pour l'entreprise...

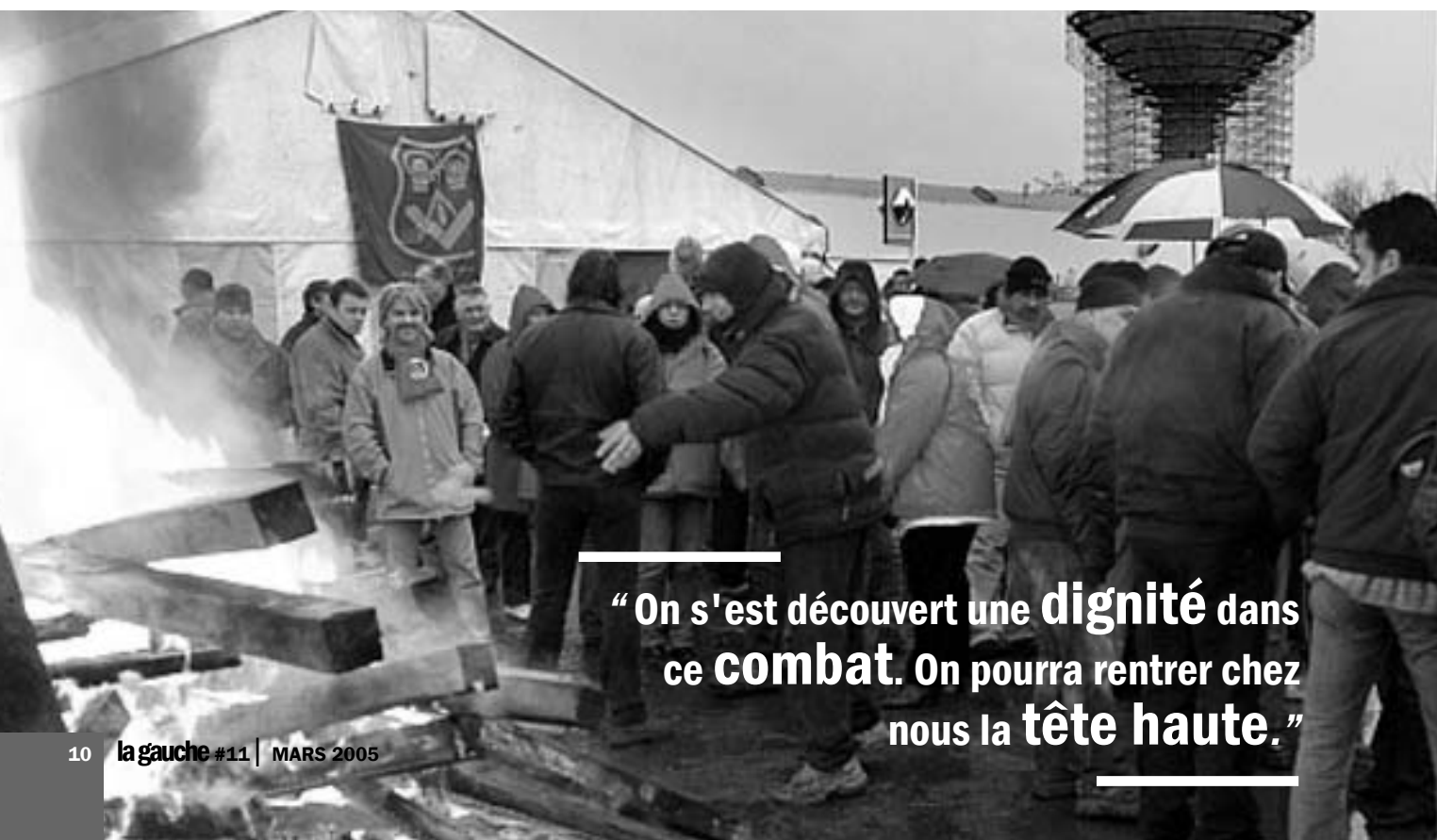
T.AGC: Van Cauwenberghe et Marcou ont dit que Fleurus était la tache noire de la Wallonie, qu'on donne une mauvaise image. Le bourgmestre de Fleurus a interpellé le monde politique pour que la police locale reste là et pas la police fédérale. Mais la police fédérale est quand même restée. Le bourgmestre de Fleurus avait le pouvoir de refuser ça parce que c'est sur sa juridiction. C'est une provocation. On s'assied sur le droit de grève avec des autopompes et des hélicoptères. Les ouvriers doivent se saigner pour remplir les caisses que les gangsters de patrons vident. Les subsides et les AIP sont des cadeaux pour le patron. Ils font une société où la moitié crèvera dans les usines et les autres seront des assistés.

Le syndicalisme développe-t-il une bonne stratégie face aux attaques du

patron ?

TAGC: La délégation nationale est dépassée par les événements. AGC est une multinationale. Une centaine de personnes qui tournent sur le piquet à Fleurus n'impressionne pas les gens de Tokyo. Le syndicat doit tenir compte de ça. En plus, depuis fin décembre, on ne voit plus les verts alors que, le premier mois, on était en front commun. Pour les rouges, tout le monde doit rester. Pour la CSC, il faut sauver les 500 emplois restants, on ne parle même pas de ceux qui partiront, alors que les primes prévues sont dérisoires: 20 000 euros bruts pour 20 ans d'ancienneté. On a besoin du front commun; il faut passer au-dessus des cloisons syndicales.

Dans ce contexte, nos délégués font ce qu'ils peuvent en conciliation. Ils viennent au piquet mais on n'est pas tous là en même temps et ils ne disent pas toujours ce qu'il se passe, ça ne filtre pas. Parfois, on attend et ils ne disent rien, ça casse le moral. On reçoit les infos de bouche à oreille et ça se déforme beaucoup. On se retrouve ainsi avec des questions auxquelles on ne sait pas répondre. Il faudrait au moins une assemblée par jour. Il n'y en a pas eu assez jusqu'ici; on les compte sur les doigts d'une main. Quand il n'y avait personne dans l'entreprise, c'était plus facile à



“ On s'est découvert une dignité dans ce combat. On pourra rentrer chez nous la tête haute. ”

organiser. Maintenant, l'accès est interdit aux grévistes. On ne sait pas où s'organiser. On a envisagé l'occupation de l'usine mais il y a eu des dégradations. Pour éviter la dégradation de l'outil qui nous appartient, on s'est auto-interdit l'accès de l'usine. On a peut-être fait une erreur; c'est moins facile de faire partir des ouvriers quand ils sont dans l'usine.

On a aussi une caisse d'entraide

grâce aux assemblées interprofessionnelles, aux soirées, aux régionales de la centrale générale, etc. Mais cet argent va à la délégation, pas directement aux ouvriers. Le comité de grève doit demander l'accord de la délégation sur ce qu'on veut faire pour savoir si on peut débloquent de l'argent. On a soulevé le problème mais on n'a pas eu de réponse. La délégation ne veut pas dépenser cet argent inutilement; ils veulent donner

un supplément de 10 euros à tout le monde et pas seulement pour ceux du piquet. Mais on pourrait faire autre chose avec cet argent: mettre en place une infrastructure et un véritable comité de grève.

Qu'est-ce que vous avez appris avec ce conflit ?

T.AGC: On s'est découvert une dignité dans ce combat. On pourra rentrer chez nous la tête haute. ■

Un appel de solidarité : Le combat des travailleurs d'AGC Fleurus est aussi notre combat !

Les travailleurs d'AGC Fleurus (ex-Splintex) sont en grève depuis le 02 décembre 2004, soit un conflit d'une durée exceptionnelle. Dans une région socialement sinistrée, ils se battent avec courage et détermination pour le maintien de 284 emplois sur les 840 que compte l'entreprise. Une fois de plus, ce sont les travailleurs qui devraient payer les pots cassés d'une gestion lamentable dont la direction est seule responsable.

En plus d'un combat pour l'emploi, ils font également face aux conséquences de la mondialisation néolibérale. Par leur résistance, les travailleurs s'opposent à la volonté de la multinationale Asahi-Glass de pratiquer une délocalisation déguisée et d'étendre la flexibilité et la précarisation du travail tout en se débarassant des militants syndicaux les plus conscients.

Il s'agit également d'un combat pour la démocratie et les libertés syndicales face à une direction arrogante qui se refuse à négocier sérieusement et exerce le chantage odieux de fermer purement et simplement le site si les travailleurs n'acceptent pas le plan de restructuration. Afin de briser la grève, cette direction a fait appel à la justice, qui a imposé des astreintes, et à la police, qui occupe en permanence l'entreprise. Ces atteintes aux libertés syndi-

cales sont inacceptables.

Malgré le fait que l'entreprise a bénéficié de subsides publics de la Région wallonne et du fédéral, le pouvoir politique ne prend pas ses responsabilités en exigeant de la direction qu'elle maintienne l'emploi et l'outil créés avec l'argent de la collectivité.

Il s'agit, enfin, d'un conflit qui met en jeu un acquis historique du mouvement ouvrier, puisque l'entreprise est née du long combat syndical mené de 1975 à 1983 par les travailleurs verriers de Glaverbel Gilly et Lodelinsart. Ce combat avait imposé la reconversion et de nouveaux projets industriels, dont Splintex.

Aujourd'hui, après plusieurs semaines de grève, malgré le froid, l'acharnement judiciaire, la présence provocatrice de la police sur le site, la désinformation médiatique et les tentatives de division - notamment communautaires- le piquet des grévistes tient toujours bon. Dans un contexte de recul social généralisé et d'une offensive patronale sans précédent contre les conquêtes des travailleurs, il s'agit bel et bien là d'un combat exemplaire pour les droits sociaux, pour les libertés syndicales, pour la démocratie et pour la dignité humaine. Un combat qui dépasse ainsi largement le cadre de l'entreprise, de la région, et qui concerne tou-tes les travailleur-euse-

s de ce pays, avec ou sans emploi.

Soutenir ces travailleurs dans leur lutte admirable et leurs justes revendications est donc une question essentielle. C'est pourquoi, nous, personnalités progressistes, artistiques, académiques, militants syndicaux, associatifs et alterglobalistes, affirmons notre entière solidarité avec les grévistes d'AGC-Fleurus et appelons à multiplier les gestes de solidarité; à voter partout des motions de soutien; à verser des dons pour la caisse de grève et à organiser des visites de délégations sur place. Car leur combat est aussi le nôtre et nous devons tout faire pour qu'il soit victorieux. ■

**Signatures à renvoyer à:
appelagc@linuxmail.org**

Vous pouvez aussi adresser des messages personnels de soutien sur le site: www.petitiononline.com/souagc/petition.html

Comité bruxellois de soutien

Un comité bruxellois de soutien aux grévistes de Splintex s'est mis sur pied fin février pour faire connaître la grève et rassembler les résistances. Six groupes de travail se sont créés (liaison avec les grévistes, porte-parole, rédaction, secrétariat, trésorerie et médias).

Plus d'infos sur le comité bruxellois: 02/534.62.40 (Griet)

Renvois, expulsions

le REFRAIN de la

POLITIQUE BELGE et européenne

La commission Vermeersch II et la visite de P. Dewael au Danemark n'ont qu'un objectif: augmenter le nombre d'expulsions de déboutés du droit d'asile et de sans-papiers. Ces mesures s'inscrivent en droite ligne dans la politique adoptée par l'UE. PAR ERIC MATRIGE

La commission Vermeersch II a rendu son rapport public le 2 février dernier. Ce document ("fondements d'une politique humaine et efficace d'éloignement" sic) est soutenu par le ministre de l'intérieur P. Dewael. Il devra être prochainement présenté à la commission de l'intérieur de la chambre. Le texte fait suite à un premier rapport Vermeersch I qui date, lui, de 1999, soutenu à l'époque par le gouvernement arc-en-ciel. Il fut écrit après la mort de Sémira Adamu et un compte-rendu négatif vis-à-vis de la politique d'expulsion du gouvernement belge par le comité pour la prévention de la torture (CPT) du conseil de l'Europe. Ce premier document visait à légitimer la politique d'expulsion du gouvernement belge et à se protéger des critiques à venir.

La 2e commission principalement composée de représentants des forces dites de l'ordre et du personnel de l'aéroport de Bruxelles national et la mission limitée du groupe ne laisse place à aucune ambiguïté: augmenter les expulsions et restreindre le droit d'asile. Déjà Amnesty International dans un communiqué de presse et les associations opposées aux expulsions, aux centres fermés et pour la régularisation (CRAPE, CRER, VAK) dans un autre texte s'y opposent.

Faciliter les expulsions

Sans aucun argument, la commission

avance l'idée que l'augmentation des expulsions et une politique d'asile plus stricte réduiront l'immigration. Mais les migrations ont toujours existé. Les rendre plus problématique ne fera que rendre les déplacements des migrants plus hasardeux et dangereux. L'organisation UNITED signale que 5000 personnes sont mortes jusqu'au 09/06/04 aux portes de la forteresse Europe. De plus l'arrivée de demandeurs d'asile est liée aux conditions politiques et économiques des pays de départ et non pas à des variations saisonnières.

Pour faciliter les expulsions, Vermeersch II trouve que les différents services sociaux (CPAS, centre ouvert...) devraient participer à la politique proposée. Il s'agit d'en faire des dénonciateurs. Les recommandations vont plus loin: lorsqu'un futur expulsé s'oppose au renvoi, il pourra être maintenu en détention (centre fermé) jusqu'à ce qu'il abandonne toute résistance et veuille quitter la Belgique. Une durée théorique dans un centre fermé de 8 mois n'est donc plus d'actualité. En outre le terme résistance n'est pas clair. Il est à craindre que le simple refus de collaboration soit sanctionné. En cas d'"expulsion forcée" (sic) les familles pourront être séparées. Les femmes enceintes pourront être renvoyées. Les personnes porteuses de maladies contagieuses et graves elles aussi même si le pays de destination est

incapable de traiter la maladie (la bonté de la commissions va jusqu'à leurs octroyer 3 mois de médicaments). Pour les mineurs non-accompagnés la commission, prudente, se tait. La protection légale des services de police doit être augmentée pour Vermeersch II, il s'agit de donner une plus grande base légale aux moyens coercitifs à employer en cas de refus. Une autre recommandation propose la comparution immédiate et des peines de prison en cas de résistance physique. L'évaluation de cette politique ne se fera pas par une commission indépendante.

Les mesures iniques d'expulsions vont donc être facilitées. Au 30/04/04, 180 personnes détenues en centre fermé étaient considérées comme sujettes à des "expulsions forcées à risque", ce nombre ne va cesser d'augmenter. Les renvois organisés par charter dans plusieurs pays (accord Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) suivront le même chemin. En 2004, un renvoi a été organisé par les Pays-Bas et deux par la Belgique. Dans ce cas les flics sont autorisés à porter des cagoules et les transports se font sans témoin.

Dewael au Danemark

P. Dewael s'est rendu le 11/02 /05 au Danemark pour discuter de la politique d'immigration et d'asile de ce pays. Mais pourquoi justement ce pays, dirigé par une coalition de

droite soutenue au parlement par l'extrême-droite? Pour le ministre, la politique du gouvernement danois ouvre des pistes à explorer et est un exemple pour le futur de la politique belge en matière de migrations.

Copenhague a depuis 2002 durci sa politique de l'immigration: durcissement de la politique de regroupement familial, augmentation de la période pour avoir droit à une aide sociale, acquisition de la nationalité danoise plus difficile... Ces mesures ont été votées avec le soutien au parlement du parti social-démocrate (PS) danois. Plusieurs organisations dont le conseil de l'Europe et Amnesty International ont condamné cette politique.

Aide au développement et expulsions

Dewael s'est intéressé à la pratique danoise qui lie aide au développement et expulsions. L'idée est de lier l'aide à la réadmissions par les pays

elle est le résultat de cette politique de pression qui détourne une partie de l'aide au profit des intérêts de la politique migratoire de ce royaume. Copenhague a construit un camp de transit au Kenya et accepte des réfugiés politiques pour une période déterminée, une sorte de statut subsidiaire.

Dewael, continuant sur sa lancée, a défendu l'installation de structures d'accueil hors de l'UE pour les demandeurs d'asile et ceux qui désirent immigrer en Europe. Il parlait de pays comme le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. Des fonds seraient débloqués pour examiner les demandes d'asile dans les pays de transit et installer des structures permanentes. Cette idée avait déjà germé dans la tête de plusieurs ministres de pays de l'UE (voir La Gauche n°7).

Et l'Union Européenne ?

Les 04 et 05/11/04 le conseil européen a adopté à Luxembourg une

Europe. Frattini (commissaire à la liberté et la sécurité) en collaboration avec L. Michel (coopération au développement) ont pris contact avec: les pays des grands lacs, les pays d'Afrique du Nord et les pays frontaliers de l'UE (particulièrement l'Ukraine) pour mettre sur pied le projet. Les camps (pardon les centres de transits) seraient financés par l'UE. Mais le problème se pose quant à la définition de pays ou régions sûrs et l'absence de normes de protection acceptable laisse planer des doutes sur les garanties de traitement dans ces camps.

Pour montrer sa bonne volonté et ne pas laisser l'ensemble des demandeurs d'asile dans les pays pauvres, Bruxelles incluerait aussi des projets de réinstallation, qui visent au transfert d'un réfugié d'un premier pays d'accueil vers un pays de l'UE. Le Danemark est le modèle de ce projet.

Et le projet de constitution européenne? Le droit d'asile ne figure pas sur la liste des valeurs des droits fondamentaux de l'Union. Il est abordé dans le chapitre abordant les politiques relatives aux contrôles aux frontières, à l'asile et l'immigration. Pour renforcer la chasse aux demandeurs d'asile, le projet de constitution prône (art. III-266-2-g) le partenariat et la coopération avec des pays tiers pour gérer le flux des personnes demandant l'asile ou une protection subsidiaire ou temporaire. Tandis que l'article III-267-3 articule la réadmission à laquelle les aides de l'UE sont subordonnées: l'union peut conclure avec des pays tiers des accords visant à la réadmission, dans les pays d'origine ou de provenance, des ressortissants de pays tiers qui ne remplissent pas ou plus les conditions d'entrée, de présence ou de séjour sur le territoire de l'un des états membres. La constitution européenne vide la convention de Genève de toute substance et lie l'aide aux pays en voie de développement à une politique de retour. Un mélange de politique anti-immigrés et d'harmonisation répressive. ■

d'origine des personnes renvoyées de Belgique ainsi que de celles qui ont transité par ces pays. Le ministre a l'intention de proposer cette idée à ses collègues des 25. Plusieurs partis ont protesté, dans des communiqués de presse, leur "opposition à la visite et à cette proposition" mais l'indignation s'est arrêtée là. Le ministre a de la suite dans les idées, cette intention avait déjà été énoncée en novembre 2003, en pleine campagne de 11.11.11, à la VRT. A l'époque le président du PS s'était fendu d'un communiqué de presse s'opposant à l'idée avec un résultat nul. Si l'aide au développement du Danemark est la plus élevée des 25 (0,84% du PIB)

harmonisation de la politique d'asile d'ici 2010. A partir de cette année 2005, les décisions relatives à l'asile seront prises à la majorité qualifiée et non plus à l'unanimité. De plus, la codécision sera appliquée. Le Royaume-uni obtient une dérogation et ne sera pas obligé d'appliquer les mesures prises. Ces décisions ne concerne en rien l'immigration légale qui sera examinée ultérieurement. Lors de cette rencontre, les ministres de l'UE ont décidé de présenter d'ici l'été des projets de protection régionale hors UE. L'UE veut installer des camps dans les pays d'origine et de transit avec l'aide du HCR. Il s'agit de réduire l'arrivée de candidats réfugiés en





Se concentrer sur La guerre ou le social?

A la fin du 3e Forum social européen de Londres en octobre 2004, un débat a eu lieu sur le bilan et les perspectives du mouvement alterglobaliste entre Alex Callinicos et Frank Slegers, notamment sur la question de faire de la guerre ou de la question sociale européenne l'axe central des activités de ce mouvement. Alex Callinicos est porte-parole du SWP, principale organisation de la gauche radicale britannique, et professeur de sciences politiques. Frank Slegers, membre du POS, est actif depuis de nombreuses années dans les Marches européennes et les Forums sociaux.

Alex Callinicos:

Au Forum social de Londres, il y a eu plusieurs divergences de vues. Beaucoup de camarades, surtout de France, n'étaient pas partisans d'une focalisation sur la guerre en Irak. Cette divergence est le reflet des différences de contexte national.

En Grande Bretagne, la politique est dominée par la guerre, c'est le thème qui mobilise le plus. Mais la guerre en Irak est également une question dominante dans la politique mondiale, pas seulement à cause de la division parmi les grandes puissances. L'utilisation unilatérale de la puissance militaire par l'administration Bush, la brutalité de l'occupation, le programme néolibéral appliqué en Irak: tout cela fait que, pour de nombreux activistes, cette guerre synthétise tous les maux de la globalisation capitaliste.

Certains ne sont pas d'accord avec cela. Ils considèrent qu'il n'existe pas de lien de cause à effet entre la guerre de Bush et la globalisation néolibérale. Je pense qu'ils se trompent. Chaque jour le lien qui unit la puissance économique et militaire est mis en évidence. C'est une divergence importante, qu'il faut assumer, pour que l'on puisse continuer à coopérer dans le même mouvement.

Souvent il est difficile de reconnaître le sens des divergences parce qu'on les présente comme des problèmes de procédure. Certains réseaux français se plaignaient du fait que tous les orateurs d'un séminaire défendaient le droit de porter le voile

pour les jeunes musulmanes alors que cela n'a pas empêché un débat virulent avec la salle. Ce n'est cependant pas le véritable enjeu.

Beaucoup d'activistes dans le reste de l'Europe ne comprennent pas que la gauche et le mouvement syndical français soutiennent l'interdiction de porter le voile dans les écoles publiques françaises. Attac-France s'est plaint du rôle des "organisations confessionnelles" à Londres. Mais une laïcité qui exclut la couche la plus opprimée de la société française est aussi communautariste que beaucoup d'organisations islamistes. La question du voile est le symptôme d'un problème réel, notamment le problème de l'élargissement de notre mouvement vers les couches les plus défavorisées de notre société, qui souffrent d'une exploitation économique, d'une oppression raciale et qui sont attachées pour toutes ces raisons à leur foi musulmane. ■

Frank Slegers:

Dans sa contribution intéressante sur le FSE à Londres, Alex Callinicos déclare que la guerre est la question dominante dans le monde. Il considère qu'il existe un lien causal entre le "va-t-en guerre" Bush et la globalisation néolibérale. Si je préfère accentuer l'importance de la question sociale en Europe, ce n'est pas pour sous-estimer l'importance de la guerre, mais parce qu'il est impossible de construire un contre-pouvoir contre le néolibéralisme en Europe au niveau de toute l'Union européenne, si l'on ne se focalise pas sur les con-

Alex Callinicos
"la guerre en Irak est une question dominante dans la politique mondiale, cette guerre synthétise tous les maux de la globalisation"

ditions de vie et de travail des masses des travailleurs du continent. C'est une question importante, surtout en vue de la manifestation du 19 mars 2005 à Bruxelles.

Deux choses sont centrales: d'abord construire un contre-pouvoir capable de combattre le néolibéralisme au niveau de l'Union européenne. Ensuite, pour le réaliser, il faut se



Alex Callinicos

concentrer sur les conditions de vie concrètes des gens en Europe.

Pourquoi est-il important de construire une force qui puisse agir au niveau de l'Union européenne? Pas seulement parce que l'Union européenne a de plus en plus d'impact sur la politique nationale, mais aussi parce que, dans un monde globalisé, il est de moins en moins

Frank Slegers “Pour construire un contre-pouvoir européen, il faut se concentrer sur les conditions de vie concrètes des gens en Europe.”

crédible de construire des alternatives au niveau d'un seul Etat. On peut résister au niveau national et arrêter certaines attaques, comme les mobilisations de masse au Pays-Bas l'ont démontré.

Mais on peut difficilement s'imaginer comment une alternative globale pourrait naître en Europe au niveau d'un seul Etat membre. C'est la rai-



Frank Slegers

son pour laquelle, dans le mouvement ouvrier, beaucoup sont convaincus que le modèle social européen ne peut être sauvé qu'au niveau européen. Paradoxalement, c'est aussi la raison pour laquelle certains s'appuient sur l'Union européenne pour "se protéger" contre la globalisation néolibérale et hésitent à lancer une lutte qui pourrait déstabiliser cette Union. Il faut au contraire articuler et

construire au sein de l'Union européenne un contre-pouvoir face à sa politique néolibérale.

Aujourd'hui on constate une succession de mobilisations de masse au niveau national, avec des grèves générales et de grandes manifestations dans différents pays. Mais il y a un grand retard quand il s'agit de transposer ces luttes au niveau européen. Il existe pourtant une possibilité réelle pour surmonter cette impasse, au travers d'une double tendance à l'œuvre dans le mouvement ouvrier. Tout d'abord, de plus en plus de syndicats sont convaincus de l'importance du niveau européen. Quand la politique syndicale se limite au niveau national, sa crédibilité se réduit. Ensuite, une orientation européenne menait traditionnellement à une subordination des grands syndicats au néolibéralisme de l'Union européenne. Aujourd'hui c'est un peu moins le cas. Les syndicats belges par exemple, très "pro européens", critiquent souvent ouvertement les positions de la CES.

Au sein des syndicats, beaucoup de militants pensent qu'il existe une pluralité d'options si l'on agit au niveau européen. Parmi ces options, il y a celle d'accepter le cadre néolibéral dominant. Mais on peut également critiquer la politique européenne de l'intérieur et construire des rapports de force pour une autre politique. C'est notamment ce qui s'est produit lorsque les syndicats belges ont pris l'initiative de construire une opposition européenne contre la directive Bolkestein.

En ce qui concerne la deuxième question (si l'on veut construire un mouvement de masse européen, il faut se concentrer sur les conditions de vie des travailleurs en Europe) on se heurte ici à différents obstacles. Des couches importantes au sein du mouvement alterglobaliste considèrent les conditions de vie des travailleurs dans les pays riches comme

un problème secondaire. Les syndicats rejoignent souvent le mouvement alterglobaliste pour élargir leur propre horizon, mais sans mettre à l'agenda la question sociale. Lorsque l'on évoque cette question, les alterglobalistes pensent seulement aux couches les plus exploitées et opprimés de la classe des travailleurs. Si nous ne surmontons pas ces limites, le mouvement restera un mouvement "éthique" qui fait de temps en temps un appel à l'opinion publique, sans modifier les rapports de force concrets avec le néolibéralisme.

Il ne s'agit pas ici d'un problème très simple. Il faut mener un débat qu'il ne faut pas réduire à une simple discussion entre "ceux qui sous-estiment la guerre" et "ceux qui sous-estiment la question sociale". Il y a urgence. Nous avons un retard énorme sur les forces néolibérales qui sont en train de construire l'Union européenne. Je pense en outre que le Forum social européen affaiblira sa légitimité si l'on n'obtient pas un progrès significatif autour de cette question. Dès à présent, beaucoup considèrent le Forum social européen comme un rassemblement stérile de "baratineurs". Le néolibéralisme est une force politique globale et elle doit être combattue en tant que telle. Des campagnes autour d'une seule thématique ne sont pas très convaincantes si elles ne sont pas liées à un combat politique global contre le néolibéralisme incarné par l'Union européenne.

La mobilisation du 19 mars pourrait être un tournant si nous arrivons à toucher et mobiliser les travailleurs. Ceux qui ont mené des luttes importantes contre les réformes néolibérales de l'état providence dans leur pays doivent être convaincus que la manifestation du 19 mars élève leur lutte au niveau européen et devrait être un stimulant pour continuer la lutte, tous ensemble. ■

Une manifestation de masse traversera Bruxelles le 19 mars. La cible principale sera le Sommet européen qui se tiendra les 22 et 23 mars. A cette occasion, les chefs d'État et de gouvernement européens évalueront le processus de Lisbonne, processus que le Président de la Commission, Barroso, tente par tous les moyens d'accélérer en lui donnant la priorité absolue. Après la guerre en Afghanistan et en Irak et les attentats du 11 mars à Madrid, la stratégie de Lisbonne était en effet un peu passée à l'arrière-plan. PAR MATTHIAS LIEVENS

La stratégie néolibérale de Lisbonne

La stratégie de Lisbonne a été adoptée en mars 2000 par le Conseil Européen qui s'était réuni dans la capitale portugaise. Son objectif est de faire de l'Europe "l'économie de la connaissance la plus concurrentielle et dynamique du monde" d'ici 2010, pour être en mesure d'assurer "une croissance économique durable avec plus d'emplois de qualité et une plus solide cohésion sociale". Barroso a rapidement relégué le volet écologique et social au second plan, au profit du noyau de toute la construction européenne: la restructuration néolibérale du capitalisme (flexibilité, libéralisation, dérégulation,...) pour affronter la concurrence des Etats-Unis.

En Belgique, Lisbonne se dit "État social actif"

Les objectifs de Lisbonne sont ambitieux, presque intenable, et servent donc surtout à la propagande. Mais leur impact ne doit pas être sous-estimé. Le programme de Lisbonne est en effet le cadre de référence des attaques que les gouvernements néolibéraux et sociaux-libéraux des différents États membres mènent contre les acquis du mouvement ouvrier. La réforme du régime de chômage en Allemagne, l'attaque contre les pensions en France ou les réformes néolibérales de Balkende aux Pays-Bas en sont différents développements au niveau national. Le "débat sur le vieillissement" dans "l'État social actif" belge se situe pleinement dans la même lignée pour atteindre un taux d'activité de 70 % (ce qui implique que plus de gens travaillent plus longtemps). La poli-

tique d'activation des chômeurs s'inscrit aussi dans le projet de Lisbonne. Ce projet est donc aussi l'enfant chéri d'une série d'entreprises en Europe. Le puissant lobby "European Round Table" (ERT) en a été l'inspirateur. Ils font pression pour que l'agenda de Lisbonne soit plus rapide, plus radical et plus efficace.

Fondamentalement, la stratégie de Lisbonne est la réponse de l'UE à la fin du cycle économique de la deuxième moitié des années '90 et à l'intensification de la concurrence internationale. Elle renforce le carcan du pacte de stabilité (qui constituait la base de l'Euro). Les principes de la stratégie de Lisbonne sont même inscrits dans la troisième partie du Traité Constitutionnel de l'UE.

La stratégie de Lisbonne doit permettre à l'UE d'affronter la concurrence des USA. Le taux d'activité atteignait 62,5% en 2000 dans l'UE, pour 71,9% aux USA. L'objectif est d'arriver à 70% en 2010. Aux Etats-Unis, les travailleurs de plus de 55 ans sont 19,4% de plus qu'en Europe. La politique néolibérale reste impuissante face aux cycles économiques du capitalisme. La récession à partir de 2000 a fait augmenter le chômage de 9,1% dans la zone Euro et de 8,2% sur l'ensemble de l'UE début 2004. Si on veut augmenter le taux d'activité alors que le chômage reste élevé, il faut une politique d'activation répressive. L'UE ne veut pas consacrer d'investissements publics à la création d'emploi. La Commission ne pense qu'à construire une économie puissante en recourant aux mêmes armes

que les Etats-Unis: forte productivité, flexibilité, peu de sécurité sociale, carrières plus longues.

Un jeune sur cinq au chômage !

Bien que la Commission explique le retard vis-à-vis des Etats-Unis par la diffusion trop lente du nouvel ICT en Europe et par des mauvais investissements, elle dirige ses principales attaques vers la force de travail. On fait pression sur le salaire direct en faisant travailler les gens plus longtemps. La prépension, qui était en partie conçue comme un moyen de résoudre le chômage des jeunes des années '80 et '90, est remise en question dans le cadre de la politique d'activation. Les néolibéraux n'ont vraiment pas de politique pour résoudre le chômage. Ils ne le veulent pas! Faire travailler tout le monde jusqu'à 65 ans, cela ne fait qu'aggraver le problème du chômage. La conséquence logique en est la pauvreté: 55 millions (!) de citoyens de l'UE vivent en dessous du seuil de pauvreté. 38 % des chômeurs en font partie.

La norme des 3%, issue du pacte de stabilité, crée un carcan pour les dépenses sociales (pensions, soins de santé, ...). Cela intensifie la pression pour les privatiser (par ex. les deuxième et troisième systèmes de pension). La création des fonds de pension et la croissance des sociétés d'assurances privées qui sont une conséquence de la privatisation, sont un piège énorme pour la classe ouvrière, qui devient dépendante des cours de la bourse pour ses allocations. En même temps l'inégalité grandit: un ouvrier intérimaire ne doit pas rêver d'une pension supplémentaire du deuxième système.

Europe rigide cherche tra-

vaillieurs flexibles

Selon les bourgeoisies européennes, la flexibilité doit aussi augmenter. Le marché du travail est trop rigide et doit être réformé. Pour lancer cela, on crée des rigidités flagrantes: la norme budgétaire de 3 % rend impossible de mener une politique contracyclique, la lutte contre l'inflation reçoit une priorité absolue, la politique monétaire est le terrain exclusif de la Banque Centrale Européenne, sans aucun contrôle démocratique. Les États membres ne peuvent se concurrencer que sur base de la "qualité de la gouvernance" (d'où la pression pour la "simplification administrative") et le prix et la flexibilité de la force de travail.

Vers un "15 février social" et une autre Europe

Le 15 février 2003 a eu lieu la plus grande manifestation mondiale de l'histoire contre l'imminence de la guerre en Irak. Il y a eu des actions dans des dizaines de pays en même temps. Il est urgent que ce genre de convergence internationale se réalise aussi autour des questions sociales. La politique néolibérale est dirigée et coordonnée au niveau européen; la résistance contre cette politique doit aussi être organisée au niveau européen. Les revendications concrètes autour desquelles les syndicats et les mouvements sociaux nationaux peuvent se mobiliser existent: augmentation des investissements publics (qui ont chuté de 3,9% dans les années '70 à 2,6% aujourd'hui), l'har-

monisation vers le haut des règles sociales et écologiques au lieu de la spirale descendante d'aujourd'hui, une fiscalité juste (sous l'influence de la concurrence, les taxes sur les entreprises descendent clairement), un revenu minimum garanti (par exemple 60% du PNB par habitant), le droit à la pension après 35 ans de travail, les 32 heures par semaine, une sécurité sociale européenne.

Le cadre: l'extension des syndicats européens

Les syndicats européens ont dès le début participé au processus de Lisbonne. La Commission a montré que c'était absolument nécessaire pour créer des emplois et conserver le "modèle social européen". Quelle contradiction! Selon la Commission, le marché du travail doit être "réformé", la sécurité sociale doit être "modernisée" pour être "défendue"! Alors que les syndicats nationaux ne peuvent qu'organiser et canaliser la résistance par en bas contre les réformes des pensions, la flexibilité et le démantèlement de la sécurité sociale, cette protestation ne se traduit pas ou à peine en un NON syndical européen contre Lisbonne. Pour la CES la stratégie de Lisbonne doit être pleinement mise en œuvre, y compris son volet social et écologique.

John Monks et les siens maintiennent leur point de vue: combien de temps encore peuvent-ils continuer de prétendre que le cours pris par l'Europe

est la base d'une "Europe sociale"? On peut toujours souligner que les services publics figurent bien dans les textes européens, cela n'a jamais été un obstacle à la politique de privatisation. La Commission peut toujours invoquer le "modèle social européen", il s'agit bien de travailler plus longtemps et de manière plus flexible.

La contradiction entre le "partenariat social" avec l'UE et la protestation d'en bas se manifeste de plus en plus. Déjà en novembre 2004, la FGTB et la CSC se sont confrontées à la CES qui avait donné son appui au rapport Kok, dans lequel le processus de Lisbonne était évalué. "*Ce rapport n'exige plus la cohésion sociale et le développement durable, qui sont vus plutôt comme des coûts que comme des facteurs de croissance et d'emploi*" ont écrit les syndicats dans leur communiqué de presse. A propos de la directive Bolkenstein sur la libéralisation des services, ils ont aussi critiqué le soutien de la CES. Il y a également eu un mini-conflit entre les syndicats belges et la CES à propos du Traité constitutionnel européen.

L'accélération de l'offensive sous Barroso et l'europanisation de la résistance devront mener à une clarification politique: le partenariat social de la CES est un gigantesque piège. Mais la clarification devrait aller encore plus loin: les syndicats belges continuent en même temps à créer des illusions sur l'"Europe sociale" à partir du cadre actuel. ■

C'est vite dit...

Un drôle de "non de gauche"

Dans son numéro du mois d'avril, la revue progressiste *Politique*, qui publie par ailleurs un intéressant dossier sur l'avenir de la RTBF, prend une position pour le moins étonnante sur la question du Traité constitutionnel. Dans un éditorial, Henri Goldman nous apprend que le sujet divise la rédaction puisque cette dernière compte un tiers de "oui", un tiers "non" et un tiers "d'hésitants". Mais s'il semble difficile de rejeter unanimement un texte qui constitutionnalise

pourtant clairement le néolibéralisme, le plus surprenant est que cette même rédaction s'est par contre mise d'accord pour refuser toute forme de référendum ou de consultation populaire en Belgique sur la question. La raison? "*Il est impossible de donner une réponse univoque à une texte aussi touffu (...) il est même impossible de vraiment en débattre d'une manière ramassée (...) Inévitablement, une consultation populaire (...) serait déviée vers d'autres questions plus abordables faisant la part belle à toutes les simplifications (...) y compris les plus démagogiques*".

Circulez, braves gens, y a rien à discuter... Avec une telle argumentation (les citoyens seraient peu aptes à saisir et à prendre position sur des enjeux décisifs pour leur avenir?), pourquoi ne pas tout bonnement interdire les élections? Selon *Politique*, les parlementaires seuls sont les mieux à même de trancher puisque "*quand il s'agit de prendre attitude dans des questions politiques aussi complexes, on ne peut se passer d'eux*". Bref, un discours de déresponsabilisation et d'infantilisation de la population qui contribue justement à sa désaffection, voire à son dégoût de la chose... "politique". ■

Illusions impériales

Les Etats-Unis, à la différence des empires de l'ancienne Europe, ont toujours préféré exercer indirectement leur hégémonie. Ils se sont traditionnellement appuyés sur des hommes de paille - despotes en uniforme, oligarques corrompus, politiciens dociles et monarques obéissants - au lieu de mener des occupations prolongées et de pratiquer le "nation building" (la construction de nations). Ils n'ont envoyé leurs marines et livré des guerres que lorsque des révoltes et rébellions à la base menaçaient de perturber cet ordre des choses. PAR TARIQ ALI *

Malgré l'émergence d'un nouvel ordre mondial au début des années 90, qui a requis un changement dans les priorités des Etats-Unis et l'établissement du consensus néolibéral de Washington, l'élite impériale a continué à se montrer allergique aux occupations à long terme. Si, pendant la guerre froide, ils ont généreusement financé toutes les forces anti-communistes (y compris l'actuelle direction d'Al-Qaueda), ses bénéficiaires du XXIe siècle sont choisis avec plus de prudence. L'objectif est de remplacer peu à peu les élites traditionnelles des anciennes satrapies par une nouvelle classe de politiciens néolibéraux génétiquement programmés, formés et éduqués aux Etats-Unis. Puisque la loyauté est une marchandise, elle peut s'obtenir auprès de politiciens, de partis et de syndicats.

Pourquoi un tel changement de méthode est-il nécessaire? Parce qu'en l'absence d'un système dans lequel les bénéficiaires financiers de l'investissement étranger reviennent directement au Trésor US, les coûts du maintien de l'Empire doivent être financés en grande partie par les satrapies elles-mêmes. Le budget militaire étatsunien a atteint des niveaux astronomiques. Les Etats-Unis dépensent plus d'argent en armements que toutes les quinze autres principales nations prises ensemble. Le pétrole irakien est ainsi vital afin de contribuer à maintenir les bases militaires US qui existent aujourd'hui dans 138 pays du globe.

Farces électorales

C'est de cela qu'il s'agit lorsque l'on parle de "promotion de la démocratie". Sa variante la plus récente est appliquée en Afghanistan et en Irak et elle sera imposée prochainement en Haïti. Les élections afghanes de 2004, y compris d'après certains observateurs étatsuniens, ont été une farce totale et le taux de 73% de participation une fraude éhontée. La preuve de cet échec est que le consul US à Kaboul cherche à reconstruire une nouvelle alliance avec des factions talibanes proches des services de renseignement pakistanais.

En Irak, la participation réelle (d'après un rapport des services de renseignement israéliens, le Mossad) aurait été d'à peine 40 à 45% et à Bassorah, bastion chiite du Sud, elle ne fut que de 32%. Les partisans de l'ayatollah Sistani ont voté afin de satisfaire leur leader, mais s'il n'est pas capable d'assurer la paix et la fin de l'occupation, ils pourraient eux aussi l'abandonner. Les Kurdes sont la seule force sur laquelle peut compter l'occupant mais les chefs tribaux veulent une quelconque forme d'indépendance (y compris sous protectorat étatsunien-israélien) et quelques ressources pétrolières.

Après les élections, la bataille pour l'Irak est loin d'être terminée. Elle est simplement entrée dans une nouvelle phase. Malgré les considérables désaccords sur le boycott des élections, la majorité des Irakiens ne laissera pas volontiers les richesses

pétrolières être spoliées. Les politiciens, avec ou sans barbe, qui tenteront d'imposer cela vont perdre tout appui et seront totalement dépendants des armées étrangères qui occupent le pays. La résistance populaire se poursuivra. Les coups de clairon triomphalistes des médias commerciaux occidentaux ne doivent pas nous tromper: les élections irakiennes n'ont pas été utilisées pour préserver l'unité de l'Irak mais bien pour rétablir l'unité de l'Occident. On le voit parfaitement à présent avec la "réconciliation" des impérialismes français et allemand avec Washington.

Résistance

Washington n'avait pas prévu la résistance irakienne. Tout comme la majorité des intellectuels et des journalistes occidentaux qui sont désillusionnés, amers et cyniques et qui pensent que tout le monde leur ressemble. Ils n'aiment pas que la réalité les contredise. Ainsi, contrairement à ce que prétend la quasi-totalité des informations médiatiques, la résistance irakienne n'est pas dominée par Zarquaoui et son minuscule groupe terroriste. S'il en était ainsi, elle aurait été liquidée depuis longtemps. Il existe en Irak une réelle résistance populaire, armée et non-armée, qui ne se limite pas aux seuls sunnites. La masse de cette résistance est constituée par d'anciens soldats et officiers démobilisés dont beaucoup avaient en horreur la corruption et la cruauté de Saddam et son incapacité à défendre le pays. A cela il faut ajouter des groupes

nationalistes et religieux qui haïssent l'occupant. La gauche y est très faible car la majorité du Parti communiste officiel a appuyé l'occupation en soutenant les autorités fantoches.

S'agit-il d'une résistance parfaite? Pas du tout. Mais comment une telle résistance pourrait-elle l'être alors que l'occupation est aussi brutale et horrible? A la violence infligée au peuple irakien par l'occupation répond une même violence. Il ne s'agissait pas d'autre chose lorsque les algériens ont lutté contre les troupes françaises. Lorsque l'on demandait à un dirigeant de la résistance algérienne pourquoi des cafés et des lieux publics étaient attaqués à la bombe en tuant des civils, il répondait: *"Donnez-nous des avions et des hélicoptères et alors nous attaquerons autrement les soldats français"*.

J'étais présent au dernier Forum Social Mondial au Brésil. En ces temps de frustrations et de défaites, alors que le progrès social semble s'échouer sur les bancs de sable du consensus de Washington, quel réconfort d'entendre un leader latino-américain - Hugo Chavez, président du Venezuela - défendre la résistance en Irak devant près de 15.000 personnes. Les Etats-Unis ont tenté de le renverser à trois reprises. Et ils ont à chaque fois échoué. *"S'ils essayent de le faire par la force, nous résisterons comme les Irakiens"* a-t-il déclaré tout

en appelant à former un front anti-impérialiste mondial.

Médias et occupation

Pendant la première phase de l'occupation, les médias étatsuniens diffusaient des images montrant des enfants irakiens main dans la main avec des soldats US. Ce que les médias ne disaient pas, car ne comprenant pas l'arabe, c'est que ces enfants souriants disaient aux GI's *"Nous te haïssons, fils de pute"*... Ce genre d'images a peu à peu disparu. Beaucoup de ces enfants sont morts entre temps.

Une des images les plus révélatrices et répugnantes du rôle des médias est celle que l'on voit dans un documentaire canadien sur Al-Jazira, *"The Control Room"* où des journalistes occidentaux sautent de joie à l'annonce de la chute de Bagdad. Quant à la couverture médiatique des élections afghanes et irakiennes, ce ne fut qu'une pure propagande. Cette symbiose entre la politique militariste néolibérale et les médias néolibéraux contribue à renforcer l'amnésie collective dont souffre l'Occident aujourd'hui. L'insistance sur le fait que la politique contemporaine se résume aujourd'hui aux catégories simplistes "d'amis" et "d'ennemis" a pourtant une longue histoire. Ce fut Carl Schmitt, un théoricien du IIIe Reich qui a développé pour la première fois ces concepts afin de justifier les

attaques "préventives" de Hitler contre les Etats voisins. Les écrits de Schmitt ont été adaptés et actualisés par les néoconservateurs étatsuniens. Le principe est fort simple; si une nation ne sert pas les intérêts de Washington, elle est considérée comme un Etat "ennemi" susceptible d'être occupé, ses dirigeants destitués et remplacés par des fantoches dociles.

En Occident, le complexe politico-médiatique néolibéral ignore totalement les 100.000 victimes irakiennes provoquées par l'invasion et l'occupation. Les vies irakiennes ne semblent pas intéresser les brigades des droits de l'homme. C'est ce genre de faits qui contribue à alimenter la colère contre l'Occident dans son ensemble. La satanisation de l'Islam a atteint un tel extrême qu'il n'est plus nécessaire de compter ni de tenir compte des morts arabes. Paradoxalement, cette satanisation trouve sa source aux Etats-Unis, une nation où 95% de ses habitants croient en Dieu, 70% aux anges et 67% au Diable. *"Celui qui croit au Diable lui appartient déjà"*, disait l'écrivain Thomas Mann dans son *"Docteur Faust"*... ■

(*) Tariq Ali est écrivain. Il a récemment publié *Bush à Babylone: la recolonisation de l'Irak*, éditions La Fabrique 2004. Cet article a été publié par *CounterPunch*. Traduction et intertitres: La Gauche.

C'est vite dit...

Impunité pour les assassins de Semira Adamu

Les quatre gendarmes (trop) légèrement condamnés pour le meurtre de Semira Adamu n'ont fait l'objet d'aucune sanction! Comme l'explique le ministre Dewael suite à une question de la députée Ecolo Zoé Genot en février dernier: *"Le 12 décembre 2003, le tribunal correctionnel de Bruxelles condamne quatre des cinq gendarmes pour coups et blessures involontaires (sic) ayant entraîné la mort sans intention de la donner (...) le directeur général de la police administrative a estimé que les faits étaient passibles d'une sanction disciplinaire légère et a dû également con-*

stater que les dossiers devaient être classés - la loi prévoyant que les transgressions passibles de sanctions disciplinaires légères sont prescrites après 5 ans à compter de la commission des faits, soit le 22 septembre 2003". Le signal est on ne peut plus clair: les forces de l'ordre qui pratiquent les expulsions peuvent assassiner leurs victimes récalcitrantes en toute impunité... ■

Non au brevetage des logiciels

La lutte contre la légalisation des brevets sur les logiciels informatiques libres (software) connaît une nouvelle effervescence en Europe. Malgré un vote négatif du Parlement européen en septembre 2003, la Commission européenne a remis sur le tapis une nouvelle directive

afin d'obtenir cette forme de privatisation du savoir collectif. La pression des multinationales est forte et prend des formes d'odieux chantages à l'emploi. Au Danemark, Bill Gates a littéralement pris en otage 800 travailleurs de Navision, une filiale de Microsoft, en menaçant de les licencier si le gouvernement danois ne revoyait pas sa position contre le brevetage des logiciels. Idem en Pologne où Phillips, Siemens, Nokia, Ericsson et Alcatel ont déclaré aux autorités revoir à la baisse leurs programmes d'investissements. Une campagne européenne a été mise sur pieds pour s'opposer à toute directive visant à breveter les logiciels, elle a notamment manifesté le 17 février à Bruxelles. (voir: <http://www.nosoftwarepatents.com>). ■

Le 5e Forum social mondial à Porto Alegre a été un moment fort de réorganisation de la gauche radicale brésilienne, dans et hors du Parti des Travailleurs. PAR FRANÇOIS SABADO

Recompositions...

Si Lula reste populaire -il est encore pour des millions de Brésiliens l'ex-métallurgiste de Sao Paulo- sa politique néolibérale d'adaptation aux exigences des marchés financiers et des institutions internationales est de plus en plus contestée par des secteurs de la gauche brésilienne. Les dernières décisions du gouvernement -augmentation des taux d'intérêts, limitation de l'octroi de terres pour la réforme agraire, vente gigantesque de l'énergie électrique brésilienne (largement en deçà des prix du marché) au secteur privé- confirment cette politique. Sous le coup des résultats des dernières élections municipales d'octobre 2004 et du mécontentement crois-

sant de secteurs de la base traditionnelle du Parti des travailleurs (PT), la gauche "solidaire du gouvernement" -essentiellement les courants liés à l'Articulation de Gauche et à la majorité de nos camarades de la Démocratie socialiste (DS)- vient de publier une " Lettre aux Membres du PT ", constatant nombre de limites ou de retards de la politique de Lula et visant à infléchir la politique gouvernementale dans un sens plus conforme aux intérêts des classes populaires. C'est croire qu'on peut modifier dans un sens progressiste la politique d'un gouvernement dont "le centre de gravité est le néolibéralisme capitaliste" et construire une alternative anti-libérale en soutenant ou en partici-

pant à ce type de gouvernement. Au-delà des choix de construction de parti - au sein ou à l'extérieur du PT- les autres initiatives de réorganisation de la gauche s'opposent au soutien du gouvernement Lula. Elles ne concernent que des milliers de militants, loin encore des 600.000 membres du PT, mais elles sont significatives d'un mouvement de responsables historiques du PT, de syndicalistes et d'associations...

"Plus en notre nom, droit à la dissidence": c'est le nom d'un appel signé par des centaines de responsables de la gauche syndicale de la CUT, membres du PT, qui rejettent la politique gouvernementale. Plus significatif, 112 fondateurs du PT, dont Jorge Martins, membre de la commission exécutive de la CUT, et Plinio de Aruda Sampaio Junior, intellectuel reconnu au Brésil, viennent de publier un "Manifeste de rupture" avec le

FSM : Du côté du Camp des jeunes ...

Malgré un succès de foule, malgré des avancées significatives dans différents domaines, le bilan du 5ème camp Intercontinental de la Jeunesse à Porto Alegre est mitigé. Celui-ci a dû faire face à des problèmes importants, qu'ils soient organisationnels ou politiques. Interview avec l'un des organisateurs, André Mombach*. PAR OLIVIER BONFOND

Pour beaucoup, le bilan du 5e camp est très positif. Tires-tu le même bilan ?

André Mombach : Les aspects positifs sont nombreux. En terme de participation tout d'abord. Avec plus 35.000 jeunes, le Camp bat son record de participation. Le nombre d'organisations brésiliennes et internationales qui ont pris part au camp a également fortement augmenté. La création d'espaces thématiques a eu des résultats très positifs, en termes de formulation d'alternatives mais aussi d'agenda commun de lutte. Les conférences, séminaires, ateliers et débats ont été de haute qualité. Mais cette 5ème édition fut contradictoire. A côté de ces progrès, le Camp n'a pas atteint les objectifs qu'il s'était

fixés et les problèmes auxquels il a dû faire face sont loin d'être négligeables. Premièrement, le problème des vols, présent depuis la deuxième édition, ne s'est pas arrangé. Ensuite, le machisme, le manque de respect et la violence vis-à-vis des femmes, en particulier dans l'espace de bains, a été quotidien. Deux cas d'agressions sexuelles ont été enregistrés par la police ! Ceci est tout simplement inacceptable pour un camp altermondialiste et doit nous pousser à une réflexion critique et globale si l'on veut que le Camp reste viable et porteur de sens.

Cette année, le camp et le FSM ont partagé le même espace. Cela a-t-il eu un impact ?

A.M. Personnellement, je suis très critique quant à la force politique que ce Camp a dégagée. Je participe à l'organisation depuis la première édition et je crois que c'est peut-être le Camp qui fut le plus éloigné du forum d'un point de vue politique, même s'il était le plus proche d'un point de vue géographique. Les perspectives du forum et celles du

Camp ne se sont quasiment pas croisées à un seul moment. Seuls quelques centres d'actions ont vraiment réussi à créer des connections avec les organisations et mouvements sociaux du Forum. Et cette absence de participation et d'intégration de la jeunesse dans la dynamique du FSM est un aspect très négatif pour le renforcement de la lutte globale. C'est vrai que l'autonomie des mouvements de jeunesse est importante et que son renforcement est essentiel dans le sens où il s'agit d'un groupe qui a des intérêts propres et des combats spécifiques à mener. Le grand défi à dépasser pour les organisations de jeunesse à l'avenir sera de pouvoir se renforcer et s'unifier en tant que mouvement propre, tout en participant activement aux luttes qui rassemblent le FSM et le mouvement altermondialiste dans son ensemble. La tâche est grande mais en vaut la chandelle. ■

C'est clair et net:

<http://www.acampamentofsm.org/>

* André Mombach fait partie du comité d'organisation depuis la première édition en janvier 2001.

PT, signé par plusieurs centaines de militants. Pour les signataires, "le PT n'est plus un parti de transformation sociale (...). Ce processus est irréversible". Ces responsables cherchent aujourd'hui à réorganiser la gauche radicale brésilienne dans une perspective anticapitaliste.

Enfin, Porto Alegre aura été un moment fort pour le Parti du socialisme et de la liberté (PSoL), parti créé par notre camarade Heloïsa Helena et les députés exclus du PT pour avoir refusé de voter la réforme gouvernementale des retraites. Il a organisé une rencontre réunissant près de 2.000 personnes. Ce parti vise

aujourd'hui à rassembler des secteurs liés à des expériences significatives des mouvements sociaux et des courants de gauche issus du PT. Il est animé par des courants révolutionnaires, dont des camarades de la DS -plusieurs dizaines de membres de la DS ont rejoint le PSoL lors du Forum ainsi qu'une série de personnalités reconnues issues du PT- mais son développement sera lié à sa capacité à rassembler, à intégrer de nouvelles expériences et des courants venant du PT ou des mouvements sociaux, notamment le Mouvement des sans terre, pour en faire faire un vrai parti anticapitaliste large. Dans cette perspective, face à la

candidature de Lula en 2006, la campagne d'Heloïsa Helena sera un des atouts principaux du PSoL dans les mois à venir.

La gauche radicale est maintenant entrée dans une phase de turbulences et de réorganisations. Au-delà des choix de construction de chaque courant, il s'agit d'agir dans l'unité d'action pour développer les luttes, maintenir et approfondir des capacités de dialogue, de discussions et d'échange entre toutes les tendances. C'est décisif pour construire une alternative anticapitaliste à la politique néolibérale. ■

ROUGE N° 2099, FÉVRIER 2005

En Allemagne, un nouveau parti a été récemment fondé à la gauche du SPD social-démocrate du chancelier Schröder. La politique de démolition sociale, menée au nom de réformes néolibérales "douloureuses mais nécessaires", a provoqué une renaissance des luttes sociales, offrant ainsi une base plus large à un nouveau parti gauche. PAR FRÉDÉRIC LEHEMBRE

Début d'une **ALTERNATIVE** à Schröder

L'année 2004 a représenté en Allemagne le début d'un changement important dans le paysage politique, le début d'une scission au sein de la social-démocratie comme entre celle-ci et des secteurs syndicaux. De nombreux militants syndicaux se sont attelés à la construction d'une alternative politique à la gauche des Verts, des sociaux-démoc-

rates, mais également indépendante du PDS (l'ex-parti dirigeant de la défunte RDA). D'une part parce que le PDS est jugé co-responsable dans l'application d'une politique néo-libérale au niveau régional là où il s'est engagé dans des coalitions avec le SPD, et, d'autre part, parce que le PDS ne s'est jamais solidement implanté dans l'ouest du pays. donné une bonne image de la composition sociale de la WASG. Étaient essentiellement rassemblés des militants des syndicats, mais aussi des militants politiques en rupture avec le SPD et le parti vert et des militants de la gauche anticapitaliste. Les jeunes de l'écologie radicale ou du mouvement alterglobaliste sont (pour l'instant du moins) relativement peu nombreux. Le 22 janvier, la WASG s'est officiellement constituée en parti, avec l'approbation de plus de 96% des membres. Le programme provisoire et les statuts ont été votés et un grand congrès se tiendra en mars.

argumenté que la candidature de la WasG ouvrirait la voie à un gouvernement de droite dirigé par la CDU. Les militants de base ont protesté contre cette position en insistant sur la nécessité de participer aux élections.

Mais la WASG doit aussi se construire à travers des campagnes et ne pas se limiter aux élections et à l'obtention de sièges au sein des institutions. Nos camarades de l'ISL (l'une des deux sections allemandes de la IVe Internationale, l'autre, le RSB, a décidé de ne pas intégrer le nouveau parti) sont pleinement engagés dans la WasG. Manuel Kellner, membre de l'ISL, explique la position de nos camarades par rapport au nouveau parti: "Il serait faux de vouloir lui imposer un programme socialiste et révolutionnaire. Cela ne correspondrait pas au niveau de conscience qu'il exprime politiquement, au moins à cette étape. Il faut essayer d'expliquer patiemment, qu'une analyse lucide du capitalisme néolibéral d'aujourd'hui permet de dire qu'il ne sera pas possible de revenir à l'État-providence des années 1970, ni même d'organiser la défense des acquis subsistants sans mettre en question l'économie de marché capitaliste". ■

2004 Alternative Alternative Alternative

Deux initiatives ont vu le jour début 2004; la "Wahlalternative 2006" et la "Initiative Arbeit und soziale Gerechtigkeit". Toutes deux étaient le résultat de ruptures entre des militants syndicaux et le SPD. En juin 2004, les deux initiatives ont fusionné, ce qui a donné naissance à la "Wahlalternative Arbeit & soziale Gerechtigkeit" (WASG). Un premier meeting public à Berlin a

Actuellement, la WASG compte quelques 7 000 membres, c'est relativement peu pour un pays tel que l'Allemagne, mais c'est malgré tout une base sérieuse pour un nouveau parti. Au cours de l'été, certains sondages créditaient la WasG d'un score de 4 à 11% au cas où elle se présenterait à des élections. Un signe encourageant pour ses membres car la WASG n'est pas encore largement connue du grand public. Le débat central au sein du nouveau courant concerne la politique alternative à avancer contre le gouvernement de Schröder. Un débat s'est également tenu quant à la participation aux élections fédérales de mai 2006. Une majorité de la direction a

C'est Clair et Net sur:

<http://www.wahlalternative-asg.de>

Chavez : Il faut inventer...

...le socialisme du XXI^e siècle

La "révolution dans la révolution" annoncée par le président Hugo Chavez suite aux victoires obtenues sur l'opposition lors du référendum présidentiel d'août 2004 et des élections municipales et régionales de novembre, commence à prendre corps. Si l'opposition réactionnaire interne est en déroute, l'impérialisme étatsunien continue à marquer sa volonté de déstabiliser le processus de la "révolution bolivarienne" qui se radicalise et acquiert de plus en plus valeur d'exemple pour les peuples de l'Amérique latine. PAR ATALFO RIERA

Le 13 décembre, le dirigeant de la guérilla colombienne des FARC, Rodrigo Granda, était kidnappé à Caracas par des agents de la sécurité colombienne, avec la complicité de militaires vénézuéliens des services de renseignements agissant à l'insu de leur hiérarchie. Le gouvernement colombien a admis que ces fonctionnaires avaient été soudoyés pour mener à bien cette opération "anti-terroriste". Cet acte flagrant de violation de la souveraineté du Venezuela, thème central dans le discours et la pratique du gouvernement Chavez, n'est bien entendu pas anodin.

Sachant que l'opposition bourgeoise à Chavez est désormais incapable de renverser le processus par ses propres moyens, Washington multiplie les actes de déstabilisation en utilisant la Colombie du président d'extrême droite Alvaro Uribe comme cheval de troie. Il y a plusieurs mois, un camp d'entraînement de paramilitaires colombiens avait été découvert dans le sud du Venezuela et les incidents se multiplient à la frontière entre des groupes de paramilitaires qui s'infiltrèrent dans le pays (notamment pour assassiner des leaders sociaux) et les forces vénézuéliennes. Via le fameux Plan Colombie, les Etats-Unis sont en train d'équiper et de former l'armée colombienne avec des moyens militaires qui dépassent largement le seul cadre de la lutte de contre-guérilla.

Dans la stratégie de l'impérialisme US pour l'Amérique latine, la Colombie est

ainsi appelée à jouer le même rôle qu'Israël au Moyen-Orient: celui de gendarme régional et de poste avancé des "intérêts vitaux de Washington". L'option de provoquer une guerre entre la Colombie et le Venezuela fait donc clairement partie des plans de l'impérialisme et l'enlèvement du dirigeant des FARC sur le sol vénézuélien est à situer dans cette stratégie de déstabilisation et d'escalade.

Conscient de cette réalité, la réaction de Chavez fut d'abord lente à se mettre en place. Mais, le 16 janvier 2005, après avoir appelé à une manifestation nationale en défense de la souveraineté du pays qui a rassemblé un million de personnes à Caracas, Chavez, tout en multipliant les déclarations d'amitié avec Uribe et la Colombie, suspendait tous les accords de coopération avec ce pays tant que son gouvernement "ne rectifiait" pas sa position. Parmi ces accords figure notamment un important projet d'exportation de gaz en Colombie, pays dépourvu d'une telle ressource. Uribe n'a donc pas eu d'autre choix que de prendre la route de Caracas pour s'y "expliquer".

Cet événement, et la stratégie qui le sous-tend, démontre que l'impérialisme US est parfaitement conscient de la menace que représente l'expérience vénézuélienne, non seulement parce que ce pays est son troisième fournisseur de pétrole, mais aussi parce que le caractère de plus en plus radical du processus constitue un point d'appui et un exemple pour les mouvements populaires dans

toute l'Amérique latine. L'accueil réservé à Chavez au cours du Forum social mondial de Porto Alegre, où il a donné un discours combatif devant 15.000 personnes, le démontre amplement.

La fameuse "révolution dans la révolution" annoncée par Chavez commence à se concrétiser, non seulement en paroles, mais aussi en actes. Le 17 novembre 2004, au cours d'une réunion extraordinaire avec toutes les forces dirigeantes du processus bolivarien, le gouvernement Chavez adoptait un important document-programme pour les années à venir intitulé "La nouvelle étape, la nouvelle feuille de route stratégique". Dans ce document, 10 grands objectifs stratégiques sont définis et détaillés, parmi lesquels: 1. avancer dans la construction d'une nouvelle structure sociale; 2. avancer de manière accélérée dans la construction d'un nouveau modèle démocratique de participation populaire; 3. accélérer la construction d'un nouveau modèle productif, puis d'un nouveau système économique. Ce plan prévoit également de remodeler en profondeur des institutions étatiques largement héritées de l'ancien régime oligarchique et gagnées par la corruption et le sabotage des mesures gouvernementales.

Outre la poursuite et l'extension des vastes programmes sociaux en direction des couches populaires (les "missions" dans la santé, l'éducation, l'alimentation, le logement, etc.), le gouvernement bolivarien va accélérer la réforme agricole

et prévoit de distribuer aux paysans sans terre plus de 2 millions d'hectares en 2005. La classe ouvrière n'est pas oubliée non plus. Le 19 janvier, Chavez prenait ainsi une mesure d'une extrême importance pour l'évolution du processus en signant, en présence des travailleurs et de dirigeants syndicaux, un décret de nationalisation sous contrôle ouvrier de l'entreprise Venepal. Déclarée en faillite depuis 2003 et occupée activement depuis par les travailleurs qui y ont relancé la production de papier et de carton, Venepal constitue ainsi un précédent précieux sur lequel pourront s'appuyer d'autres expériences d'occupation d'entreprise sous contrôle des travailleurs⁽¹⁾. Au cours de l'acte de nationalisation, Chavez a notamment déclaré que *"Dans notre modèle, le rôle de la classe ouvrière est fondamental, et c'est cela qui le différencie du modèle capitaliste. (...) Le capitalisme cherche à anéantir les travailleurs, et nous réalisons un processus*

de libération des travailleurs. C'est cela qui contrarie Washington". Et il a souligné le fait qu' "il est nécessaire de changer les rapports de production". Enfin, paraphrasant Lénine, Chavez a dit que *"le capitalisme néolibéral est le stade suprême de la folie capitaliste"*.

Ce rejet du capitalisme, non seulement néolibéral, mais du capitalisme tout court, est de plus en plus explicite dans le discours chaviste, ce qui rompt avec la longue période d'indéfinition ou de flou dans la nature sociale du processus en cours. Le 23 février dernier, lors d'un sommet à Caracas sur la Dette sociale, Chavez a été plus loin encore dans cette tentative de redéfinition de son projet en déclarant: *"il est impossible d'en finir avec le drame de la pauvreté et de l'inégalité au travers du modèle capitaliste (...) les peuples pauvres de la planète doivent renoncer à ce modèle de développement (...)"*. Pour Chavez, il sem-

ble désormais clair que l'alternative au capitalisme ne peut être que le socialisme. *"Nous n'avons jamais défini notre modèle comme socialiste (...). Mais s'il n'est pas capitaliste, qu'est-il ? Je n'en ai aucun doute, c'est le socialisme. Mais de quel modèle de socialisme s'agit-il ? Nous pouvons penser qu'il ne correspond à aucun d'entre eux, malgré leurs expériences et leurs acquis, car le nôtre, nous devons l'inventer, d'où l'importance du débat. Il faut inventer le socialisme du XXI^e siècle"*.

S'il nous faut rester prudent quant à la traduction en actes de tels discours -le Venezuela reste fondamentalement une nation où les rapports de production sont toujours dominés par le capitalisme-, il est plutôt rare d'entendre de telles paroles dans la bouche d'un chef d'Etat aujourd'hui... ■

(1) Jorge Martin, *Chavez nationalise Venepal sous contrôle ouvrier*, www.larisposte.com



Le Bloco avance...

Le succès a été au rendez-vous pour le Bloc de Gauche (BE); formation anticapitaliste constituée il y a 5 ans par l'alliance

entre le PSR -la section portugaise de la IV^e Internationale-, une organisation ex-maoïste, une scission du Parti communiste et surtout un nombre considérable de "sans parti". Lors des élections législatives de ce dimanche 20 février, largement remportées par le PS avec 45,04% des voix contre un gouvernement de coalition de droite, le BE a connu une percée spectaculaire.

De toutes les formations politiques, le Bloco est celle qui a le plus progressé lors de ces élections. Par rapport aux derniers scrutins de 2002, il fait plus que doubler le nombre de ses électeurs, passant de 149 532 à 364 284 votes, obtenant ainsi 6,38% des suffrages contre 2,75% il y a 3 ans. Huit députés du Bloco (4 élus à Lisbonne, 2 à Sétubal et 2 à Porto) siégeront désormais au Parlement, soit 5 de plus que lors de la dernière législature. Il a manqué 400 voix à Braga et 200 autres à Aveiro pour

y élire des députés supplémentaires.

A gauche, le Parti communiste portugais (PCP), en dépit de son alliance avec une petite formation écologiste connaît plus qu'un tassement puisqu'il passe de 475 379 voix en 2002 à 432 133, tout en préservant ses 14 députés. Dans quatre des villes les plus peuplées du pays (Lisbonne, Porto, Sintra et Gaia), le Bloco dépasse même les résultats obtenus par la CDU.

Pour couper court à toute spéculation, le Bloco s'est clairement exprimé contre toute forme de participation gouvernementale avec le PS. Comme l'a déclaré dans le journal "Esquerda" notre camarade Francisco Louça du PSR, député réélu et tête de liste du Bloc à Lisbonne; *"Le Bloco n'est pas candidat au gouvernement. Le Bloco présente une alternative politique et c'est à elle qu'il doit être fidèle. Il ne se présente pas pour jouer à la distribution des portefeuilles. Et il assume les responsabilités qui lui sont données par la force des suffrages qu'il reçoit. Ce serait complètement irresponsable, si on n'a pas été élu pour gouverner, d'accepter un strapontin dans un gou-*

vernement". Une position de fidélité au programme qui n'empêchera bien sûr nullement des accords parlementaires ponctuels *"pour trouver les majorités nécessaires sur les causes que nous défendons"*.

Les résultats du Bloco récompensent un long travail politique et une campagne électorale admirables pour le droit à l'avortement (toujours illégal), contre le racisme et pour la régularisation des sans papiers, contre la participation portugaise à l'occupation impérialiste de l'Irak, pour la défense et l'extension des services publics et pour les droits des travailleurs et des jeunes. Ses scores constituent un point d'appui décisif pour la construction au Portugal d'une alternative anticapitaliste au néolibéralisme ainsi qu'une illustration supplémentaire du caractère exemplaire pour la gauche radicale européenne de cette expérience originale et novatrice qu'est le Bloc de Gauche. ■

ATAULFO RIERA

C'est Clair et Net sur :

www.bloco.org

Le 20 février, les Espagnols étaient les premiers à devoir donner leur avis sur le Projet de Constitution européenne. Le "oui" l'a emporté avec 76,5 % des voix mais le taux d'abstention a atteint 57 %. Esther Vivas est membre de Revolta Global, branche catalane de l'organisation espagnole de la IVE internationale, Espacio Alternativo. Elle nous donne son opinion sur la campagne et sur les enseignements à tirer du résultat. PROPOS RECUEILLIS À BARCELONE PAR SÉBASTIEN BRULEZ

Un oui à voix basse

Esther Vivas: un référendum où 42,5% des électeurs se déplacent, jamais depuis 1977 la participation à un scrutin n'avait été aussi basse en Espagne... Cela reflète bien le désintérêt profond des citoyens pour cette Europe qu'on veut leur imposer. Le "oui" l'emporte avec 76,5 % mais les 17,5 % de "non" représentent quand même deux millions de voix, sans compter les 6 % de votes blancs. Ce qui n'est pas un mauvais résultat, surtout dans un contexte où les grands partis et les grandes fédérations syndicales appelaient à voter "oui" et où la campagne du "non" a été menée dans l'adversité la plus totale.

Que pensez-vous de l'attitude des médias durant cette campagne ?

EV: La presse a complètement passé sous silence le point de vue du "non". Nos manifestations et mobilisations n'ont pratiquement pas été relayées. Cela occupait tout au plus quelques lignes dans le journal du lendemain et parfois les informations étaient erronées, comme le nombre de participants par exemple.

L'Etat aussi a fait campagne en faveur du "oui", avec l'argent de la communauté. Peut-on dire que la population a payé sa propre intoxication médiatique ?

L'argent du citoyen a été utilisé pour une campagne unilatérale et instrumentalisée en faveur du "oui", alors que la campagne de l'Etat devrait normalement être neutre et objective. Le slogan utilisé par le gouvernement était: "La Constitution européenne: Les premiers en Europe". L'ERC (1) et d'autres mouvements ont porté plainte devant la Junta Electoral Central (Ndlr: Tribunal électoral) pour campagne

illégal. Ils ont obtenu gain de cause en partie et le slogan a dû être retiré. Malgré cela, le gouvernement a continué à faire de la propagande via des personnes célèbres, des acteurs ou des joueurs de foot qui vantaient les mérites de la Constitution. On a véritablement eu droit à une campagne démagogique basée sur des slogans très généralistes mais le gouvernement n'a



jamais expliqué au citoyen ce que contenait réellement cette constitution.

Quels sont les arguments que vous avancez contre ce Projet de Constitution ?

EV: Nous nous opposons à cette constitution car elle donne beaucoup plus de poids aux politiques néolibérales. Elle enferme l'Europe dans une politique militariste soumise à l'OTAN et aux Etats-Unis. Elle consacre aussi l'Europe forteresse où les immigrés seront considérés comme des citoyens de seconde catégorie. Au niveau social c'est un véritable retour en arrière dans de nombreux domaines. Cela mènera inévitablement à la privatisation des services publics, à plus de délocalisation. De plus, c'est une constitution qui n'a pas été élaborée selon un véritable processus constitutionnel et citoyen, il n'y a eu aucun débat possible.

Que pensez-vous du "oui critique" clamé par la social-démocratie et certains syndicats ?

EV: La constitution, de par sa forme et les idées qu'elle veut imposer, ne laisse pas la place à un "oui critique". La bureaucratie des grands syndicats

fait, comme souvent, le jeu des patrons en disant "oui" à ce Traité constitutionnel. Comme souvent elle renonce à lutter pour les droits des travailleurs. C'est une position qui vient plus des bureaucrates syndicaux que de la base en elle-même. Si l'on reste dans une optique de respect des droits des travailleurs, il est impossible de prôner un "oui", aussi critique soit-il.

Y a-t-il eu une unité au sein de la campagne du "non" ?

EV: La plate-forme la plus importante, dont nous faisons partie, regroupait EUiA(2), ERC ainsi que de nombreux mouvements sociaux tels que les féministes, les plates-formes locales, etc. On y trouvait également la gauche extra-parlementaire, la gauche indépendantiste, les petits syndicats et certains partis qui sont présents au parlement mais qui se sont positionnés contre la constitution, comme IC-Verds(3) par exemple. A côté de cela, une autre campagne à été menée par les nationalistes modérés et le secteur culturel. Le groupement Attac, lui, a mené campagne seul et les secteurs plus libertaires ou anarchistes prônaient l'abstention.

Au sein de la plate-forme, nous avons organisé des débats, des manifestations, etc. Nous avons également fait des efforts pour appuyer au maximum les initiatives locales du "non" en les aidant à organiser leurs séances d'information. En comparaison avec les campagnes antérieures, la gauche radicale a joué un rôle plus important. ■

(1) Nationalistes de centre gauche.

(2) Groupement de gauche où l'ancien Parti communiste a un poids important.

(3) Ecologistes catalans.



Virginie Godet (POS) et Valérie Haudiquet (LCR) sur les luttes féministes.



Ecole d'Hiver Lesoil 2005 une réussite !

Du 18 au 20 février, plus de 60 personnes ont participé au week-end organisé par la Formation Léon Lesoil à Trois-Ponts (Ardenne). La neige était au rendez-vous, tout comme la bonne humeur et la qualité des introductions et des débats. A noter une participation rajeunie et celle d'André Henry, qui joue un rôle important dans le comité de soutien aux grévistes de Splintex, d'Evelyne Perrin, spécialiste française des questions sociales et du travail précaire ou encore du réalisateur de "Au-delà de Gibraltar", Mourad Boucif.

gramme varié et d'un bon niveau; et une ambiance excellente! Au programme: débats sur le travail précaire, l'extrême droite, la marche mondiale des femmes, l'islam et la gauche, le marxisme et l'écologie, une pièce féministe du théâtre Croquemitaine, un

Photos: Matthias Lievens

film inédit sur les médias au Venezuela ("*la Télé commande*") présenté par sa réalisatrice, Sarah Fautré et un atelier sur le journalisme digital. Pour l'Ecole 2006, c'est promis, on fera encore mieux.

Les ingrédients de la réussite? un cadre sympathique: un gîte situé dans une très belle région recouverte de vingt centimètres de neige; un pro-

Erik Meijer, membre du parlement européen, sur la construction du SP des Pays-Bas.



Vincent Scheltiens au débat sur l'extrême droite



Mourad Boucif, cinéaste, réalisateur entre autres de "Au-delà de Gibraltar"



Ludo Dewitte, auteur de "Qui a peur des Musulmans?"

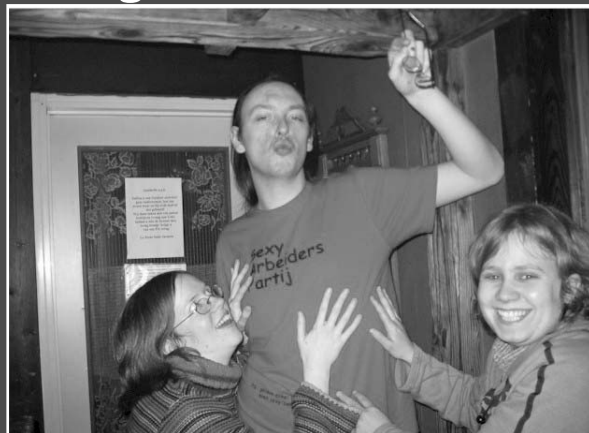


Un one-woman show de la compagnie Croquemitaine

La détente culturelle engagée était aussi au rendez-vous grâce au Théâtre Croquemitaine qui a présenté une pièce au vitriol sur l'oppression quotidienne des femmes. Un one-woman show décapant mené tambour-battant et avec énergie par l'actrice Carole Dupriez et la participation involontaire de notre camarade David Dessers...



Changement de nom en vue?



Un débat sur le changement de nom du POS (Parti Ouvrier Socialiste) semble agiter les troupes. Un partisan du changement de nom mène d'ores et déjà campagne en faveur de "Sexy Arbeiders partij" (Parti Ouvrier Sexy)...

Alors qu'à Charm El Cheikh se serrent les mains devant les caméras et sous le crépitement des flash, nous quittons Ramallah sous une pluie glacée et un brouillard épais et nous rentrons à Qalqilia qui se noie silencieusement..
Témoignage. PAR PIERRETTE, LE 18 FÉVRIER 2005

Sous les paillettes de CHARM EL CHEIKH

A la sortie de Ramallah, le trafic ralentit, devient chaotique, pour finir par presque se figer. La file de voitures est passée à deux, trois, même quatre files: "check point volant", juste pour emmerder, pour le fun. Yne seule jeep suffit, pourquoi se priver d'un tel plaisir ? L'information est passée sur un ton désabusé, de voiture en voiture.

Après une demi heure d'attente, mon indignation m'oblige à réagir: je veux protester ! (...) Pendant de longues minutes je remonte l'embouteillage, sans en apercevoir jamais le début. Finalement, surprise par la longueur interminable de la file, parfois prise dans le chaos des véhicules dont certains tentent de repartir en sens inverse, j'ai fait demi tour, déçue et dépitée, toujours dans ce froid glacial exceptionnel et j'ai fait comme les Palestiniens, j'ai pris mon mal en patience, sauf que pour eux cela fait cinquante ans qu'ils n'ont d'autre choix que de prendre leur mal en patience. A un moment, la jeep est partie et le trafic a repris normalement, sans que nous ayons même pu voir cette "jeep volante".

Si je relate ce non événement c'est pour bien dire que sur le terrain rien ne change, que l'occupation est toujours réelle avec son lot d'injustices, de mépris et d'arbitraires stupides. Même si les "choses" ont besoin de temps pour se mettre en place, autant savoir que la construction du "Mur" continue, les tribunaux israéliens continuent encore aujourd'hui, en ce moment même, à donner gain de cause aux Caterpillars qui dévastent tout sur leur passage, confisquant terres et vies. Les check point sont toujours bien là. La "ghéttoïsation", l'apartheid, l'enfermement des villes et régions palestiniennes continuent imperceptiblement, inexorablement.

Autre exemple, ce jour là, Qalqilia a subi

une inondation à cause du "Mur". C'était prévisible, c'était annoncé. Le maire depuis la construction du "Mur" avait déjà attiré l'attention sur ce risque, sur le danger écologique et surtout le risque de pollution de la nappe phréatique. Lorsque le danger d'inondation s'est précisé, les ridicules vannes d'évacuation mises en places par les ingénieurs ingénieurs israéliens, ne suffisant bien évidemment pas à permettre au flot d'eau constant qui tombait du ciel de s'écouler librement (même l'eau est soumise aux check points). Le maire a contacté les militaires - il était 2 heures du matin - pour demander l'autorisation d'intervenir. Intervention refusée par le militaire plouc local qui avait besoin de l'aval du grand militaire plouc chef des chefs militaires. A 16 heures l'autorisation d'entamer des travaux d'évacuation a finalement fini par être accordée à la mairie. Entre-temps, maisons inondées et évacuées, les 700 élèves de la superbe nouvelle école d'Al Sharka ont été évacués, des quantités de terres inondées, les serres dévastées, au moins un millier de poulets noyés, ...

A Jérusalem, nous bavardons avec Nader autour d'un café arabe, il vient de Ramallah, il n'a pas le droit de se trouver à Jérusalem mais il y a son travail depuis 25 ans... ! Les Palestiniens des "territoires", risquent toujours la prison parce qu'ils se rendent à leur travail à Jérusalem. Ils sont contraints de se glisser dans la ville comme des voleurs, comme des ombres par les cimetières qui l'entourent. Depuis un certain temps il y en a encore pire, l'inspection du travail israélienne visite maintenant les entreprises, les hôtels à la recherche de "resquilleurs". Auparavant, pour les travailleurs palestiniens qui venaient des "territoires", le risque majeur était de se faire attraper sur le chemin du travail, à l'aller ou au retour, beaucoup en ont fait

les frais, amendes lourdes et prison.

Nader n'a pourtant pas d'autre choix, il connaît la prison et les amendes, mais il a deux enfants, il fait des détours invraisemblables, tant qu'il peut encore le faire, parce que l'hideuse "clôture de sécurité" resserre ses griffes chaque jour un peu plus autour des territoires palestiniens. Comment fera-t-il quand tout sera bouclé, grillagé ? Pour l'instant, sur un ton calme, désabusé mais déterminé, Nader nous dit: *"je suis chez moi, c'est mon pays, c'est ma terre, je ne suis pas un étranger, ni un délinquant, ni un criminel, j'ai besoin de travailler, je continuerai à 'passer', ce ne sont ni les amendes, ni la prison qui m'en empêcheront !"*

Au fil des rencontres, des discussions, personne ne dit qu'il est contre Charm El Cheikh, certains semblent faire un effort pour afficher de l'optimisme, beaucoup, le plus grand nombre, attendent de savoir ce que veut dire Charm El Cheikh dans leur quotidien, espèrent sans doute sans trop oser, il y a une trop longue liste de désillusions. On comprend mieux sur place la lassitude que suscitent les propositions d'accord de paix qui se succèdent alors que les conditions de vie des Palestiniens continuent à se dégrader, et que leur territoire continue à se morceler et à se rétrécir.

Quant à nous restons vigilants: au moment où une partie de la presse se gargarise des perspectives de paix auxquelles le monde entier voudrait croire, elle s'autocensure pudiquement sur les exactions des militaires et des colons qui savent eux profiter de ces périodes propices, sachant que leurs délits non seulement resteront impunis mais en plus ne seront même pas dénoncés, ni même relatés. Cela risquerait de faire désordre sur la même page ! ■



Oeuvre extraite de l'exposition de notre camarade **Tierry Tillier**, *Critique des armes flottantes*. A voir à la galerie Jacques Cerami, route de Philippeville, 346, 6010 Couillet. Les mercredi, jeudi et vendredi de 14h à 19h et les samedi de 11h à 18h. Jusqu'au 26 mars 2005. Infos: 071/36.00.65



Bouquinages

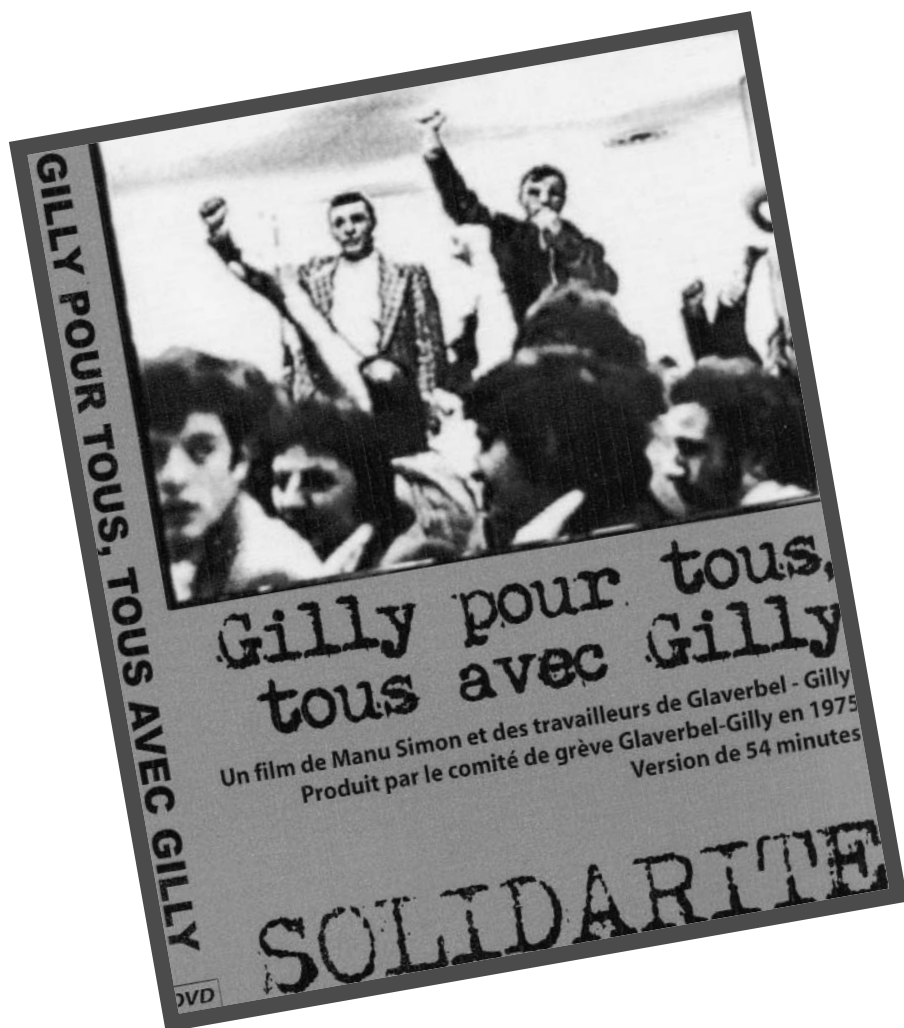
"Mémoire d'une vermine", Trillo et Saens Valenté Editions Albin Michel, 13,6 euros. Plus flic pourri que Luchito Lassabia, faudrait se lever tôt pour en trouver en rayon. Antihéros-né, il sévit à Santa, ville tropicale où narcotraficants et disparitions d'opposants politiques sont monnaie courante. Bien entendu, cette "vermine" que son entourage surnomme "la galle" et qui n'en finit pas de se grater, contrôle aussi la prostitution locale. Un salaud qu'un avocat va s'efforcer de piéger; mis au parfum le lieutenant se lancera dans une entreprise de démolition démoniaque de Me Ferrer, en utilisant la pieuse épouse de celui-ci.

Un récit épique pour dénoncer les abus de pouvoir qui s'exercent sous tant de cieux latino-américains, la Santa de "mémoire d'une vermine" s'inspirant visuellement de certains quartiers de Buenos Aires, de São Paulo, de Bogota. Pour son scénariste l'Argentin Carlos Trillo: "cette histoire est absolument réaliste pour ceux qui vivent en Amérique Latine. La satire, le grotesque, le côté caractériel, les libidos déréglés, les perversions et les victimes font partie intégrante de la réalité". Et le scénariste d'ajouter: "Labassia, lui-même, est un personnage bien réel: les anciens bourreaux et kidnappeurs des dictatures militaires n'affectent-ils pas de se présenter comme des policiers ou des militaires exemplaires? Et ce, pendant que les grands-mères de la place de Mai,



pour donner un exemple d'une incroyable dignité, cherchent encore des petits fils assassinés par des gens comme Labassia qui vivent submergé par le mensonge camouflant leur véritable origine". Un album dessiné et coloré d'une façon expressionniste par un argentin de 22 ans Juan Saenz Valenté. ■ ERIC MATRIGE

"Jamais je ne vous oublierai", Félix Gutmacher, Matricule 177.310, éditions Couleur Livre 2005, 160 pages, 15 euros. Félix Gutmacher a été arrêté le 4 septembre 1942 par la Gestapo pour le seul fait d'être "né Juif". Il a 16 ans. Dans le cachot, il rencontre Frieda, une jeune fille de 18 ans arrêtée avec ses parents. Ils deviennent inséparables au camp de Malines, antichambre de la mort. Felix a passé près de trois années dans les camps de concentration dans des conditions de vie inhumaines. Il a survécu de justesse (33 Kg à la libération de Buchenwald le 11 avril 1945. Revenu le 8 mai 1945 à Bruxelles, il apprend que son père, déporté à Auschwitz ne reviendra pas. Avec pudeur et sincérité, ce livre est une leçon d'espoir et d'humanisme qui nous révèle que l'homme est capable du pire comme du meilleur et que c'est quelques fois au travers d'une réalité tragique qu'il exprime le mieux ses sentiments les plus nobles et les plus beaux. ■



Un film en vente au profit des travailleurs de Splintex

Les ouvriers refusent l'extinction du four de l'usine de Glaverbel. Cela se passe en 1975 dans la région de Charleroi. Un comité de grève se constitue, la lutte est lancée. C'est une lutte contre les licenciements, contre le démantèlement de l'usine, contre la fuite des capitaux et les manoeuvres des multinationales qui licencient pour faire plus de profit. L'usine de Glaverbel est occupée et placée sous contrôle ouvrier. Une lutte exemplaire. "Les ouvriers se lèvent comme un seul homme et disent: Capitalistes, nous en avons assez, laissez-nous la place" s'écrie André Henry, figure emblématique de la grève. Après sept semaines, les grévistes font plier la multinationale et obtiennent gain de cause. Aucun licenciement, maintien du salaire. Cette victoire reste encore aujourd'hui comme un modèle d'un combat ouvrier. Ce film, produit par Avanti-production (avec le soutien de La Gauche et de la Formation Lesoil), est la version (raccourcie à 50 min par Philip Leigh et Chris Den Hond) du film "Encore une" de Manu Simon et des travailleurs de Glaverbel-Gilly, produit par le Comité de grève en 1975. Il est en vente au prix de 5 euros qui seront intégralement versés au profit des grévistes d'AGC-Fleurus (Splintex), entreprise née de la lutte des verriers de Glaverbel entre 1974 et 1982. ■

Pour commander le DVD: cdenhond@yahoo.fr,
tél:0476.56.07.40.

sommaire

| | |
|----------------------------------------|----|
| ALTERNATIVES | |
| ■ Incendie des mésanges... | 2 |
| EDITO | |
| ■ Une étrange bestiole | 3 |
| ECO-LOGIQUE | |
| ■ L'eau monte... | 4 |
| REB'ELLES | |
| ■ Petite promenade | 5 |
| ÇA SE PASSE PRÈS DE CHEZ VOUS | |
| ■ Des journalistes broyés... | 6 |
| POLITIQUE | |
| ■ Charleroi. Sans Nicole... | 7 |
| SOCIAL | |
| ■ L'AIP. Une saga de mauvaise augure | 8 |
| ■ AGC. La tête haute | 9 |
| ■ AGC. Aussi notre combat... | 11 |
| PLANÈTE SANS VISA | |
| ■ Renvois et explosions... | 12 |
| DÉBATS | |
| ■ La guerre ou le social ? | 14 |
| MOUVEMENTS | |
| ■ 19 mars. Stratégie de Lisbonne... | 16 |
| INTERNATIONAL | |
| ■ Irak. Illusions impériales | 18 |
| ■ Brésil. Recompositions | 20 |
| ■ Brésil. FSM et camp des jeunes | 20 |
| ■ Allemagne. Alternative à Schröder | 21 |
| ■ Venezuela. Socialisme du XXIe siècle | 22 |
| ■ Portugal. Le Bloco avance | 23 |
| ■ Etat Espagnol. Un oui à voix basse | 24 |
| ■ LA VIE DU POS | |
| ■ L'école d'hiver. Une réussite | 25 |
| INTERNATIONAL | |
| ■ Palestine. Sous les paillettes... | 26 |
| ARRÊT SUR IMAGE | 27 |
| BOUQUINAGES | 27 |

Si le monde d'aujourd'hui nécessite - plus que jamais selon nous - un engagement conscient afin de le transformer radicalement, nous ne prétendons nullement détenir toutes les réponses. Contribuer, avec d'autres, à "Comprendre le monde pour le changer" comme l'exprime la devise de notre journal depuis de nombreuses années, tel est notre souhait le plus ardent.

■ **OUVERTURE.** **la gauche** donne la parole aux progressistes. Des militant/es de plusieurs horizons participent à l'élaboration de **la gauche**, au niveau du comité de rédaction, comme au niveau de l'écriture. Une façon de contribuer à une dynamique de convergence des gauches...

■ **DÉBAT.** Le débat au centre... de **la gauche**. Tous les mois, le journal consacre ses pages centrales à un débat d'actualité, issu des réflexions qui circulent à travers les mouvements progressistes.

■ **ANALYSE MARXISTE.** Depuis près d'un demi siècle, **la gauche** est un outil de réflexion militante résolument ancré dans une perspective anti-capitaliste. Notre journal se veut également un outil et un allié au service des luttes sociales, féministes, écologistes et internationalistes. **la gauche** est éditée par le Parti Ouvrier Socialiste et présente, entre autres, les analyses et les points de vues de ce dernier.

■ ... et des **SUPPLÉMENTS.** Ponctuellement, **la gauche** s'accompagne d'un supplément, consacré à un thème d'actualité ou d'ordre plus théorique. Histoire de creuser encore un peu plus certains sujets.